

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

**Correspondance :**  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

**Versements :**  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

**Abonnements :**  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F  
programme communiste +  
1 an, pli ouvert : 40 F  
1 an, pli fermé : 60 F

**15<sup>e</sup> ANNEE - N° 274**  
**LE NUMERO : 2 FF**  
**20 FB - 1 FS**  
**7 au 20 octobre 1978**

## Guerre à l'austérité ! Guerre au capitalisme !

Cela fait quatre ans que le monde entier s'enfoncé lentement mais irrésistiblement dans une crise productive d'où, de l'aveu même des capitalistes, aucun pays ne peut sortir individuellement et d'où toute sortie collective est exclue dans un avenir prévisible.

L'année dernière, les « experts » internationaux attendaient de la « reprise américaine » un effet d'entraînement sur l'Europe et le Japon. Cela ne s'est pas produit. Aujourd'hui que ces deux « moteurs auxiliaires » s'attellent à un effort de « relance », voici que les Etats-Unis

Les « experts » craignent encore plus une reprise générale, car elle n'aurait d'autre effet que de précipiter l'économie dans une dépression encore plus grave. Ils retrouvent inconsciemment ce que le Manifeste du Parti Communiste expliquait il y a 140 ans : « Les rapports bourgeois sont devenus trop étroits pour contenir les richesses qu'ils ont créées. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle les crises ? D'une part, en détruisant par la violence une masse de forces productives, d'autre part en conquérant de nombreux marchés et en exploitant à fond les anciens. Quels sont les effets ? La préparation de crises plus générales et plus puissantes, ce qui revient à diminuer les moyens de les éviter ».

C'est bien ce que nous avons sous les yeux : chaque capitaliste ne peut subsister qu'en vendant moins cher que le voisin, ce qui exige de baisser les coûts de production et pousse non seulement à une exploitation plus féroce de la classe ouvrière, mais aussi à la recherche d'un avantage sur le voisin en matière de progrès technique. Ceci suppose des équipements non seulement plus modernes, mais aussi généralement plus immenses, et pousse aux concentrations, aux restructurations sauvages, à la chasse sans merci aux « canards boiteux ». Et puisque tous les capitalistes doivent faire de même, le résultat est que le monde est encore plus

sont contraints d'appuyer sur le frein pour lutter contre l'inflation accélérée et pour tenter de contrecarrer la concurrence de ses « amis » en prenant appui sur la baisse vertigineuse du dollar. Mais ce déphasage, qui laisse l'économie en dessous de la ligne de flottaison, est encore considéré comme un moindre mal. « Il est certes préférable que le cycle économique ne soit pas en phase des deux côtés de l'Atlantique et du Pacifique, faute de quoi il risque de prendre une ampleur excessive », commentaient Les Echos du 29-9-78 après la dernière assemblée du Fonds Monétaire International.

(Suite page 2.)

### DANS CE NUMERO

- Le socialisme d'hier face à la guerre d'aujourd'hui (un article de la Gauche - 1914)
- La magnifique grève des mineurs américains
- Critique de l'eurocommunisme
- Dans les cinq continents : Iran, Tunisie, Chili et Pérou
- Lutttes immédiates : Sonacotra, PTT

### Après Camp David

## Pax americana ?

Feu le pape Jean-Paul 1<sup>er</sup> l'avait bien dit : on se bat trop et on ne prie pas assez ! A Camp David on a beaucoup prié, dans trois langues et trois dieux. De ces prières est né un accord préliminaire de paix... gros de batailles encore plus féroces.

Alors que la cote de popularité de Carter à la bourse présidentielle des States était tombée au plus bas, les deux protagonistes de la rencontre, véritables « grands-électeurs », ont crié en chœur au triomphe de Jimmy. Celui-ci se donne des airs faussement modestes : il sait pertinemment que Sadate et Begin, harcelés par des difficultés économiques et sociales croissantes et par des besoins pressants en armes et capitaux, ne pouvaient que s'asseoir sagement une fois de plus à la table de négociation, et qu'il faut bien qu'ils en arrivent tant bien que mal à conclure une paix séparée.

Il sait aussi que cette paix, si elle se conclut, ne sera pas marquée par son triomphe à lui, mais par la division du camp arabe, le poids encore plus fort dans ce camp des pays modérés et les abandons toujours plus grands de l'OLP. Il sait que dans le cadre des accords signés tout reste aléatoire, parce qu'exposé à la pression de forces internes et externes hostiles, et que la marge de manœuvre même des USA est limitée par la concurrence (car il est difficile de parler ici d'opposition) de l'URSS. En d'autres termes, malgré les enthousiasmes du moment et la rhétorique du protocole, il sait bien que la Pax Americana au Moyen-Orient est encore un but éloigné et, à long terme, illusoire même sur le terrain diplomatique.

Par-delà ce jeu immonde, nous reconnaissons dans ces accords le fruit de la trahison de la cause nationale-bourgeoise arabe elle-même, non par un de ses porte-paroles officiels.

(suite page 4)

### Nouvelle caution de la Chine aux crimes français en Afrique

Quand Hissène Habré fut installé, pour son passé de rebelle, sur le fauteuil de premier ministre du Tchad, afin d'appâter l'opposition armée, aucune illusion n'était permise sur sa nature de marionnette de l'impérialisme français. Comme l'écrivait Le Monde dans son éditorial du 30 août : « mê-  
(suite page 4)

### programme communiste N° 77

- L'agression française en Afrique aura son retour de flamme.
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe.
- L'Afrique, proie des Impérialismes :  
II. L'exploitation financière de l'Afrique.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale. — VI. La polémique Préobrajensky-Boukharine.
- Sur la révolution en Amérique Latine.

## Où mènent les tournants du P.C.F. ?

Le demi-tour accompli par le PCF dans ses rapports avec le PS à la veille du « scrutin historique » de mars 1978 et les invectives monotones qu'il débite comme les grains d'un cha-pelet contre la « collaboration des classes » ne doivent pas faire illusion. Il ne saurait légitimer aucun espoir de retour à des

positions prolétariennes. Il y a trop longtemps en effet que la révolution ne peut plus prendre appui sur la moindre parcelle du patrimoine du PCF et des autres partis néo-stalinien pour y greffer une orientation communiste.

### 1 - Du faux tournant « à gauche » à la capitulation du Front populaire, de la Résistance et de la Reconstruction.

Nous datons pour notre part la contre-révolution de 1926, c'est-à-dire du triomphe de la théorie bourgeoise du « socialisme dans un seul pays ». Non qu'à l'époque nous ayons jugé que tout était à cette date irrémédiablement perdu. Mais aucun des sursauts attendus ne vint donner un terrain d'appui au combat de notre courant et de l'Opposition de gauche pour redresser la barre, et l'infection finit par tout pourrir. C'est donc le moment où l'organisme a admis la maladie comme un remède que nous pouvons considérer a posteriori comme celui où est inscrite son inéluctable condamnation.

Dans la longue série d'oscillations tactiques de plus en plus amples de l'Internationale et de ses sections, celle de la

fameuse « troisième période d'erreurs de l'I.C. » comme la baptisa Trotsky, n'était pas un simple tour de balancier : les précédentes ayant affaibli la résistance du parti aux attaques de l'adversaire, cette période y fit entrer le cheval de Troie de l'ennemi, mais sous des allures « de gauche ». Au point que la faune — peu scrupuleuse en théorie — du trotskysme prétend encore que le stalinisme aurait emprunté la prétendue tactique « classe contre classe » à la Gauche italienne.

Mais que pouvait signifier le « front unique par le bas », si on y mettait comme condition préjudicielle qu'il soit dirigé par le parti communiste ? Rien d'autre que de rendre impuissante la « lutte pour le pain et le travail ». De même, pou-

vait-on tirer de l'idée — juste en elle-même — que la démocratie et la social-démocratie sont les « fourriers du fascisme » la conclusion qu'il fallait combattre les socialistes la main dans la main avec les adversaires du moment, y compris les fascistes ? Cela n'était pas possible sans jeter aux orties cette règle que la tactique dans la lutte contre nos ennemis a pour limite absolue la préservation de la clarté du but, la délimitation stricte des organisations prolétariennes — avant tout le parti — ainsi que leur continuité d'action et leur renforcement par une assimilation plus grande des principes de la lutte de classe et du communisme.

Que pouvait signifier la déclaration selon laquelle la lutte contre la démocratie et le parlementarisme bourgeois était inséparable de la lutte contre le fascisme pour des partis — parmi lesquels le PCF constituait si on peut dire un modèle du genre — essentiellement parlementaires et dont le centre de gravité se situait

(Suite page 3.)

# Guerre à l'austérité ! Guerre au capitalisme !

(suite de la page 1)

saturé de capitaux et de marchandises, mais qu'il y a plus de chômage, plus de concurrence, cette fois entre des multinationales encore plus gigantesques ; surtout, parce que le travail mort étouffe encore plus le travail vivant, le taux de profit a encore diminué malgré une augmentation bestiale du taux d'exploitation, malgré la généralisation du travail posté, malgré la baisse du salaire réel, malgré les horaires souples et à la carte — surtout pour le capitaliste bien entendu —, malgré la tension maximum à tout instant de la force de travail.

Giscard n'a donc fait que traduire en termes subjectifs et politiques les lois objectives du capital lorsqu'il a lancé sur les ondes le 20 septembre son cri de guerre, qui ressemble comme deux gouttes de profit capitaliste à celui de ses collègues de tous les pays : « Il faut gagner la compétition internationale pour les Français », appel accompagné d'un clin d'œil à une classe ouvrière meurtrie par la crise et par l'effondrement des illusions : « Je veux dire pour assurer dans l'avenir l'emploi des Français ; je pense naturellement aux travailleurs », etc., etc. Comme tous les bourgeois Giscard prétend qu'il accumule du profit dans l'intérêt des ouvriers !

En écho lui répondait une semaine plus tard le Commissaire général au plan, Michel Albert, dans une conférence de presse qui a comblé d'aise le parterre des « experts économiques et financiers ». Pour qui prendrait à la lettre l'idéologie bourgeoise, véhiculée dans la classe ouvrière par les larbins réformistes, selon laquelle les progrès de l'économie bénéficieraient aux ouvriers, ce monsieur a affirmé que pour gagner des parts de marché à l'exportation — tout le monde ne peut en gagner en même temps — il faut « baisser le coût individuel du salaire ».

Pour qui s'imaginerait que, quarante ans après avoir obtenu la « garantie » des

40 h par l'Etat, et alors que, comme l'a rappelé cyniquement notre expert lui-même, « la productivité des ouvriers a triplé » et que « les quarante heures d'alors équivalaient à quatorze aujourd'hui », la classe ouvrière a bien le droit de souffler un peu, le même expert a expliqué que la réduction du temps de travail serait une lourde faute, qu'elle n'est possible que si elle s'accompagne de diminution de ressources, qu'elle doit être « relative, progressive et négociée », bref qu'elle ne peut que clopiner derrière les progrès de l'intensité du travail.

Pour qui ne voudrait pas comprendre que toutes les petites miettes concédées au fil des années de « prospérité » pour prix de la paix sociale et en contrepartie d'une exploitation accrue, doivent être sacrifiées généreusement par les ouvriers sur l'autel de l'économie nationale en reconstruction permanente, notre expert a déclaré que « les vieilles facilités ne sont pas de mise ». Et si le Smic augmente — officiellement du moins — au rythme des prix, c'est uniquement parce que les vanes de la concurrence doivent être grandes ouvertes dans les secteurs où les petites entreprises gaspillent la richesse disputée aux autres pays et accumulée sur le dos de la classe ouvrière mondiale.

Bref, le vrai résultat de la « politique économique » est d'écorcher à vif la classe ouvrière. **La guerre commerciale a pour fondement la guerre généralisée contre la classe ouvrière, ses conditions de vie et de travail.**

Et que proposent les tenants d'« une autre politique » ? Pour le PCF, « personne ne peut nier qu'une des conditions essentielles pour réduire le chômage réside dans la mise en œuvre d'une croissance bien plus importante » (France Nouvelle du 25-9). Et derrière la vision fantaisiste d'une croissance alimentée par une augmentation des salaires à laquelle il refuse tout moyen de se réaliser en la privant de la seule arme possible, celle de la grève,

s'élève avec de plus en plus d'insistance la revendication de la « protection de l'activité nationale » qui ne s'oppose pas à l'attaque de la politique libérale sur les marchés extérieurs mais la complète en fait. La « protection » n'est-elle pas une des armes de la guerre commerciale ? Et quand les ouvriers d'ici doivent tout attendre du « Fabriquons français », les agriculteurs du refus de l'entrée de l'Espagne et de la Grèce dans le Marché commun, les nationaux du « contrôle de l'immigration », les travailleurs qualifiés du « refus de l'embauche des sans-qualification », les faux représentants de la classe ouvrière ne remplacent pas seulement la lutte collective de classe par la quête de vaines illusions : ils répondent à la guerre commerciale par d'autres méthodes de la guerre commerciale. Et à la guerre de la bourgeoisie contre la classe ouvrière que celle-ci suppose, ils répondent par le mot d'ordre de la guerre généralisée entre les ouvriers des diverses catégories, des différentes entreprises, des différentes nationalités. Ils jouent ainsi activement leur rôle ignoble d'agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

Le Manifeste montrait une autre alternative aux crises bourgeoises. C'était que dans la collision entre forces productives et rapports de production, les premières gagnent en détruisant les seconds. Et la force productive par excellence, force historique de surcroît, la seule capable d'être l'agent de cette révolution, c'est le prolétariat : « Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre elle. Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la tuent, elle a produit aussi les hommes qui les manieront : les ouvriers modernes, les prolétaires ».

La crise capitaliste devait ramener la guerre des classes. Cette guerre est menée de façon systématique et consciente du côté de l'ennemi. Les révoltes ouvrières dans les capitalismes périphériques montrent que le prolétariat doit lui aussi ré-

pondre à l'offensive bourgeoise. Dans les centres du capitalisme mondial, qui fermentent la guerre de brigandage pour se partager le butin, la classe ouvrière est encore paralysée par ses défaites passées, et le réseau de liens et d'entraves tissé par le réformisme bourgeois et le réformisme « ouvrier » est dense. Mais elle devra, plus vraisemblablement par de brusques tournants que par de lentes progressions, retourner à la lutte ouverte, projetant de nouveau dans le ciel noir du capitalisme les formidables étincelles de l'espoir.

La lutte ouvrière ne peut redevenir **lutte de classe** que si est mené sur le terrain de la défense résolue de la force de travail, du salaire, de la diminution de la durée et de l'intensité de la journée de travail, de la défense des chômeurs, un combat sans merci contre les méthodes de division réformistes et opportunistes, et que si se rassemblent en un véritable **front de classe** tous les ouvriers combattifs capables de mettre en avant dans la lutte les principes de l'union combattante des prolétaires par dessus toutes les frontières de catégorie, d'usine et de nationalité, et de forger l'arme de l'associationnisme ouvrier.

La reprise internationale de la lutte de classe ne peut à son tour mener à une issue positive que si, parallèlement, une bataille constante est menée pour renforcer et étendre le réseau international de la seule force capable de féconder la lutte prolétarienne et d'en faire un levier de l'émancipation du capitalisme, le parti indépendant de classe ; que si ce dernier lutte pour réintroduire dans ce combat le besoin du communisme et les principes de la révolution prolétarienne, qui permettent de regrouper, à travers les dures épreuves qui attendent la classe, les masses prolétariennes autour du parti et de faire de la foule impuissante qu'elles sont encore une unique armée internationale, centralisée, capable de passer à l'offensive victorieuse contre l'ordre établi mondial.

## A propos du non-lieu dans « l'affaire des comités de soldats »

Près de trois ans après le grand cinéma de l'Etat inculquant des dizaines de syndicalistes et de militants politiques d'« entreprise de démolition de l'armée », la Cour de sûreté de l'Etat a finalement constaté après un dur labeur qu'il n'y avait pas l'ombre d'une tentative de subversion, comme hélas nous le savions déjà à l'époque. Malheureusement, en effet, car cela signifie bien que nous sommes encore dans une situation terrible où aucune force n'est encore capable d'œuvrer consciemment à miner pratiquement la forteresse qui barre le chemin de l'émancipation prolétarienne.

Ainsi la grosse Berta de la campagne bourgeoise semble n'avoir, du moins en apparence, produit qu'un misérable petit pet. En effet, si les démocrates et philanthropes croient voir dans cet épisode la preuve qu'il est possible de s'appuyer sur la « justice » contre le « pouvoir » et sur l'« opinion publique » pour aider la « justice » à s'opposer à lui, nous pensons qu'il n'en est rien.

Notre avis est qu'au contraire toute cette histoire démontre, s'il en était besoin, la domestication totale et irréversible de tout l'appareil judiciaire à la bourgeoisie et l'inanité des prétentions des libéraux philanthropes et de leurs amis d'« extrême gauche » qui tiennent la traîne de la démocratie, à vouloir isoler la prétendue justice de l'appareil de répression centralisé de la bourgeoisie.

N'a-t-on pas vu les juges répondre immédiatement à l'appel du gouvernement en inculquant plus de cinquante personnes d'un « crime » que malheureusement personne n'avait commis et dont ils savaient pertinemment qu'il n'était qu'invention pure et simple ?

Et tout ce beau monde a fait semblant pendant des mois et des mois de fouiller et de farfouiller dans le passé,

le présent et même dans l'avenir des inculpés et des comités de soldats pour trouver tout matériau susceptible de mettre en place un procès, si besoin était.

Et qu'on ne vienne pas nous dire, qu'avec toute la législation qu'a patiemment mise en place la démocratie pour protéger les privilèges de la bourgeoisie, en strates sédimentaires successives provenant cycliquement de gouvernements conservateurs et libéraux, démocratiques et « ouvriers », sans parler du pétainisme et du national-communisme, on aurait pu ne pas trouver, si besoin était, une loi ou un petit règlement bien caché qu'on aurait exhibé à l'occasion. Non ! L'Etat capitaliste moderne est ainsi fait qu'il peut entourer tous ses actes, même les plus terroristes et les plus apparemment arbitraires, de la légitimité d'une loi et d'une « démocratie » entièrement prostituées.

Notre sentiment est donc que si « victoire » il y a, ce n'est certes pas celle du « triomphe de la vérité ». Mais cela ne signifie pas non plus, comme le proclame Rouge du 30 août 78, que la Cour de sûreté de l'Etat « entérine un recul du pouvoir face au mouvement des soldats, à ses revendications et à sa liaison avec le mouvement ouvrier ».

Si procès il n'y a pas eu et si la Cour de sûreté de l'Etat est finalement arrivée en prononçant un non-lieu général, à la même conclusion que les avocats, à savoir que « les dossiers étaient vides », c'est que l'Etat n'a pas eu besoin de frapper, pour la bonne raison que la campagne « anti-antimilitariste » qui a démarré en décembre 1975 a marché. Si « victoire » il y a (selon le titre de Rouge), c'est malheureusement une victoire de la bourgeoisie, de son intimidation : la vue du gros bâton a suffi : elle n'a pas eu besoin de s'en servir. C'est

d'ailleurs ce que nous avons montré dès le début (voir notamment l'éditorial du numéro 211 du Proletaire intitulé : « Ne pas se laisser intimider »).

Qu'on reprenne en effet les événements. Au coup de clairon de Chirac, le PCF et la CGT ont claqué les talons, condamné les comités de soldats avec lesquels quelques jeunes de leur sillage s'étaient laissés aller à flirter et ont fait feu nourri sur l'antimilitarisme. De son côté la CFDT s'est lancée dans le ménage en grand de la centrale et a nettoyé toutes les organisations syndicales qui, de près ou de loin, ont dans quelque mesure que ce soit contribué même matériellement, même modestement, sur des bases complètement fausses, à aider les comités.

Jusqu'à-là, le mouvement des soldats, né en réaction à la misère terrible des prolétaires sous l'uniforme et à la pression politique due à l'adaptation de l'armée aux conditions modernes de l'impérialisme, et préparé par la réaction des lycéens contre la loi Debré, avait tous les aspects d'un mouvement spontané, né en marge du prolétariat, encore confus et qui se cherchait. Parti de besoins pressants, il était animé d'élan contradictoires, les uns cherchant d'instinct un appui prolétarien et se liant à la lutte ouvrière et à la tradition de l'antimilitarisme de classe, au moins en théorie, les autres cherchant à marier la réaction saine des soldats au mirage de réformes démocratiques en liaison avec l'opportunisme et la démocratie en général.

La campagne de Chirac et l'appui inconditionnel qu'il a trouvé dans l'opportunisme, ainsi que la répression du mouvement rendaient inéluctable une cristallisation des positions. Le résultat, comme nous l'avons déjà montré, a été, par la responsabilité de l'extrême gauche, et de la LCR au premier chef, le

repli complet du mouvement sur des positions démocratiques et entièrement suivistes par rapport aux directions syndicales, le sabotage de toute organisation réelle de soutien à l'extérieur des casernes. C'était le résultat de la démarche centriste qui passe de l'aventurisme à une volte-face suiviste et timorée... La LCR a laissé les soldats confrontés sans aide à une répression grandissante que ne peuvent cacher ses accents triomphalistes. Rouge écrit : « le mouvement s'est trop profondément ancré dans les casernes pour finir sous les coups d'un Chirac ». Formellement, il se survit car la misère et l'isolement provoquent nécessairement des réactions, des révoltes, le besoin de l'organisation. Mais, par le jeu du centrisme, il a été vidé aujourd'hui de ses potentialités classistes, de ses fermentations antimilitaristes et a été canalisé sur le terrain exigü autorisé par l'opportunisme politique et syndical, qui sacrifie la lutte ouvrière aux besoins du capital et de son Etat et, quand il s'agit de l'armée, à ceux du despotisme de la hiérarchie militaire, condition indispensable du militarisme bourgeois.

Si le « mouvement des soldats » né avec « l'appel des cent » s'est « lié au mouvement ouvrier » en fait il ne s'est pas lié au mouvement réel des prolétaires qui cherchent à se porter sur le terrain indépendant de classe : il a été ligoté et livré par le centrisme au « mouvement ouvrier officiel » que le « mouvement ouvrier réel » doit combattre pour vivre. Le « mouvement des soldats » n'a donc pas tant été brisé par la répression qu'étouffé et stérilisé par ses faux amis.

Il a livré des enseignements qui ne doivent pas être perdus pour la lutte de classe. Il est inévitable qu'il revive et, cette fois, ce sera sous une forme supérieure.

# Où mènent les tournants du P.C.F. ?

(suite de la page 1)

réellement au parlement ? Outre qu'il ne s'agissait que d'une dérisoire arme de chantage électoral, on poussait la classe ouvrière, dont on rendait toute lutte dans l'usine et dans la rue impuissante et stérile, à ne chercher d'autre issue que sur le terrain parlementaire et électoral.

Enfin, que pouvait signifier la dénonciation des partis social-démocrates comme social-patriotes quand les partis qui se réclamaient du communisme avaient découvert le « socialisme dans un seul pays » et introduit un principe national dans la lutte ouvrière, et surtout quand les champions de cette accusation étaient ceux qui, comme Cachin, avaient bien mérité de la bourgeoisie en envoyant le prolétariat à la première boucherie mondiale, et pour un parti qui avait au fond la tripe social-impérialiste ? En réalité, en brisant à l'échelle internationale la possibilité de la révolution prolétarienne qui devait venir de la victoire militaire de la Russie, à la diplomatie de laquelle on soumettait déjà la lutte contre sa bourgeoisie, on préparait le prolétariat à se mettre à la remorque de sa bourgeoisie, à ne trouver d'autre issue que derrière « son » Etat et on désarmait les militants devant cette tendance catastrophique.

Cette « troisième période », en essouffant les militants, en brisant les rapports féconds entre les principes et l'action de classe — puisqu'on s'inspirait d'une tactique caricaturant la gauche pour faire passer des principes étrangers au marxisme — exigeait un nouveau tour-

nant où l'action soit cette fois davantage conforme à l'orientation réelle du parti.

C'est la raison pour laquelle le PCF eut à combattre en ce temps-là non tant des tendances de gauche que les éléments qui anticipaient sur son évolution, comme Doriot en 1934, attitude qui lui reste aujourd'hui où les « brillants exclus » comme Garaudy, ou les contestataires comme Elleinstein ou Althusser ne font qu'anticiper, chacun à sa manière, une inéluctable évolution. C'est aussi la raison pour laquelle après le tournant de 34 où le PCF « découvrit » que la victoire de la démocratie sur le fascisme, appliquée dans les rapports entre les classes comme entre les Etats, était une condition *sine qua non*, une étape nécessaire du socialisme, tout le parti se livra sans retenue à l'orgie patriotique et interclassiste, sacrifiant avec enthousiasme les luttes ouvrières sur l'autel de l'économie nationale, l'arme de la grève sur celui de la démocratie, les luttes anticoloniales et l'antimilitarisme sur celui de l'indépendance nationale et d'une armée forte. Mais c'était au nom de la révolution russe, du socialisme, de l'avenir avant lequel on prétendait ne mettre qu'une simple étape intermédiaire destinée à mieux le préparer.

Si l'aptitude du PCF à répondre aux besoins de la bourgeoisie fut prouvée positivement avec le Front populaire dispersé en 1938 dès lors qu'il avait rempli sa fonction d'amortir et de dévoyer la classe ouvrière et ne servait donc plus à rien, il fallait encore que sa nature profondément nationale et bourgeoise soit confirmée par la négative — ce qui advint en 1939, quand il se brisa en deux

morceaux dès qu'il voulut singer l'internationalisme pour justifier le pacte germano-soviétique — afin qu'il puisse pousser à fond la tendance ouvertement manifestée en 1934-38.

L'entrée de la Russie dans la guerre lui fournit le prétexte pour se vautrer sans frein dans le chauvinisme exacerbé et la collaboration ouverte, dans la guerre, comme dans les pays où la classe ouvrière écrasée et exsangue se voyait appelée à reconstruire la machine productive sous une forme plus moderne et plus exploiteuse, la machine de l'Etat sous une forme plus centralisée, plus sociale, plus démocratique, et plus oppressive, bref à redonner à la bourgeoisie, sous le prétexte des « lendemains qui chantent », ses privilèges sur la classe ouvrière et les esclaves des colonies. Mais c'était encore pour donner à la révolution, lorsqu'elle viendrait, à la pointe des baïonnettes du génial Josif Djougashvili, un magnifique cadeau, une économie forte, permettant de franchir plus vite les étapes vers le communisme.

Et voilà qu'encore une fois, l'histoire donna une chiquenaude sur le balancier des oscillations des partis « communistes ». La guerre froide le jetait dans l'opposition, hors de la « vie politique nationale », et il était temps, car la classe ouvrière commençait à maugréer contre les énormes sacrifices consentis et la misère qui en résultait. Aussi les « camarades ministres » furent-ils sans ménagement jetés à bas de leur strapontin : c'est qu'ils étaient bien davantage à leur place dans l'opposition.

(à suivre)

## Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 18  
(23 septembre 1978) DE

### il programma comunista

- Nuove riforme per demolire le vecchie
- La polemica non è sul comunismo, ma sulla democrazia
- Pax americana ?
- Organizzarsi per respingere ogni limitazione del diritto di sciopero
- Praga 1968: lo stalinismo dal volto « umano »
- Unità europea e crisi di sovrapproduzione
- Spagna: Abbasso la Costituzione!
- Una lotta demolita dal collaborazionismo
- Rassegna della stampa internazionale
- Note varie

\*

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 16  
(octobre 1978) DE

### El Comunista

- Democrático o no: ¡abajo el orden burgués!
- La dura lucha de Ascón: ¡O todos o ninguno!
- A propósito del « Frente Democrático » y el PTE: El « pueblo en general », ¿qué es eso?
- El paro en marcha
- Los partidos « obreros » y el Sahara: Lucha sin tregua contra el socialimperialismo
- Camboya y Vietnam
- La organización del Partido en las fábricas (I)
- ¡Viva los mineros latinoamericanos!

# Le langage clair du P.C. italien

Au début de cette année les syndicats italiens acceptaient officiellement la politique d'austérité. Etant donné la situation de crise économique du pays, les travailleurs, expliquaient-ils, dans leur logique à 100 % bourgeoise, devaient accepter des sacrifices. C'était le prix à payer pour que les investissements reprennent et que le chômage diminue. Les syndicats ont donc prôné la diminution du pouvoir d'achat, la diminution du nombre de jours fériés, la fin de l'échelle mobile, la diminution de l'indemnité de départ à la retraite, etc.

Les résultats de ce tour de vis sont satisfaisants pour la bourgeoisie : l'inflation — qui gêne les ventes à l'étranger — a baissé, la balance des paiements s'est redressée et l'Italie a même pu rembourser des dettes au FMI plus tôt que prévu.

Pour la classe ouvrière en revanche la situation a empiré : il y a actuellement quelque 2 millions de chômeurs ; ceux qui ont un emploi travaillent plus qu'hier et leur pouvoir d'achat a baissé. Face à cette situation, des réactions, mêmes larvées, se sont manifestées çà et là contre cette politique.

L'opportunisme politique et syndical est donc mobilisé en permanence pour vanter ce pacte social aux travailleurs.

Lors du dernier comité central du PCI, Berlinguer expliquait que les résultats obtenus n'étaient pas suffisants et qu'il fallait poursuivre dans la voie de l'austérité, dont on sait que grâce à elle la classe ouvrière fera la preuve de sa capacité politique à diriger... le pays. Mais c'est surtout l'appareil syndical qui est chargé de faire admettre aux travailleurs que les sacrifices sont nécessaires.

Lama, le dirigeant de la CGIL, vient de faire à *L'Humanité* des déclarations dans ce sens. On ne peut, a déclaré ce

social-traître, « donner dans le même temps une impulsion à la consommation et réaliser une lutte efficace pour obtenir des investissements et la création de nouveaux emplois ». Il faut donc, au nom d'une création d'emplois qui ne vient pas — et pour cause ! — restreindre la consommation. Aussi Lama préconise-t-il la limitation des salaires ! De même, ce larbin du capital propose aux travailleurs « l'autorégulation du droit de grève » ! En effet, « il faut tenir compte du fait que la grève, un droit qui doit être reconnu aux travailleurs, est une arme qui doit être utilisée contre les vrais ennemis. Lorsque, dans certaines branches, de petits syndicats déclenchent des grèves qui ont comme cible la collectivité publique (sic), alors ces travailleurs s'isolent par rapport à la société (re-sic) et cet isolement affaiblit la cause générale des travailleurs, même si avec ces luttes corporatives [on sait que pour ces vendus toute lutte immédiate de défense est nécessairement « corporative » !] on peut obtenir certains résultats... ».

Et naturellement ceux qui seraient tentés de ne voir dans tout cela que des mesures de défense du capitalisme italien ne sont rien d'autre que des fourriers du fascisme : « Si ces buts n'étaient pas atteints, il en résulterait une situation de crise économique, politique et sociale de plus en plus grave et dangereuse pour la démocratie italienne » [et bien sûr pour blinder encore plus la démocratie là-bas aussi, l'opportunisme fait campagne pour le renforcement de la police !].

L'avantage de la démocratie sur le fascisme c'est qu'elle réussit — grâce aux agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière — à faire en sorte que les travailleurs renoncent d'eux-mêmes à lutter contre l'oppression bourgeoise. « Il n'y a pas là de « sacrifices » au sens propre du mot, a conclu Lama, mais une limitation volontaire des revendications traditionnelles ».

Ce qu'explique notre Parti en Italie — comme partout — c'est exactement le contraire. Si les travailleurs renoncent à leurs « revendications traditionnelles » ils ne pourront jamais lutter pour leur émancipation.

# Comment la Commission Trilatérale apprécie l'«eurocommunisme»

Les organisations bourgeoises de niveau international prévoient pour les partis « eurocommunistes » un rôle très intéressant et ce dans un avenir proche. La Commission Trilatérale, par exemple, — ce « comité exécutif du capital financier international » comme l'a défini le journal économique espagnol « *Cinco dias* » (18-8-78) — a rendu publique sa nouvelle stratégie. Celle-ci se déroule fondamentalement sur deux plans :

- 1) par rapport aux pays du Tiers Monde, appui aux progressistes, « socialistes » compris, mais non aux communistes ;
- 2) par rapport à l'Europe, alliance avec les eurocommunistes.

Symour Lipset, sociologue, membre de la Trilatérale, écrit dans son livre *Political man. The Social Basis of Politics* à propos des pays arriérés : « Il est nécessaire de reconnaître que nos alliés dans les pays sous-développés doivent être les radicaux, et même les socialistes, car dans les pays arriérés seuls les partis qui permettent d'améliorer la situation des masses au moyen de larges réformes peuvent concurrencer les communistes ». En bon sociologue Lipset révèle la recette pour contrôler et enrégimenter les masses plébéiennes, paysannes et nouvellement prolétarisées dans les aires qui n'ont pas encore cessé de troubler le sommeil du capital international : des réformes, et si possible de larges réformes ! Que ces réformes on puisse les réaliser c'est une autre affaire, et l'expérience montre qu'en général il s'agit simplement de maintenir et consolider les positions du capital financier international, américain en l'occurrence. Si cet objectif peut être atteint au moyen des réformistes, tant mieux, étant donné que les « dictatures militaires » à la Somoza ne sont pas sûres sur le plan de la stabilité ; et si les réformistes échouent, il y a toujours un Pinochet en réserve.

Pour l'Europe en revanche il faut une autre tactique. Celle que définit Michel Crozier, conseiller du gouvernement français pour la planification économique et membre de la Trilatérale, dans le chapitre consacré au vieux continent dans l'œuvre « *maîtresse* » de la Commission Tri-

latérale *The Crisis of Democracy*. Crozier écrit que l'Europe est l'anneau le plus faible de la chaîne du capitalisme, la zone « la plus inquiète et la plus vulnérable de la Trilatérale ». Aucune nation européenne, explique Crozier, n'a devant elle le temps et les ressources des Etats-Unis ou la « capacité d'action collective » du Japon. Comment renforcer cet anneau ? Ecoutez Crozier : « Les partis communistes apparaissent de plus en plus comme des partis d'ordre, dont les dirigeants sont seuls capables de faire travailler les gens [...]. Leur idéologie n'a plus l'aspect qu'elle avait habituellement ». Et plus loin : « Leur supériorité particulière c'est l'organisation. Ce sont les seules institutions qui restent en Europe avec une autorité indiscutable, avec une organisation de commandement primitive mais très efficace qui peut manipuler une force de travail docile, capable de prendre des décisions difficiles et de s'adapter rapidement aux circonstances [...]. Il n'y a pas d'autre institution en Europe, même pas les bureaucraties d'Etat, qui puisse égaler sur ce plan la capacité des partis communistes ». Il en résulte que « si une crise économique devait entraîner un désordre assez long, ils peuvent être la seule solution ». Ordre, travail, discipline, commandement, efficacité, modération, démocratie : voilà les grandes qualités des « eurocommunistes », leur carte de visite pour l'avenir proche.

Notre dénonciation du rôle et de la nature des partis « communistes » des Berlinguer, des Marchais, des Carrillo ne date pas d'hier. Les représentants de la grande bourgeoisie qui domine le monde parlent clair quand ils les définissent comme d'indispensables renforts pour la conservation de l'ordre capitaliste. C'est là une leçon que les prolétaires aussi doivent apprendre, précisément parce que ce qui préoccupe la bourgeoisie c'est l'explosion des conflits sociaux et que, pour les prévenir et les réprimer, elle utilise et utilisera tous les moyens dont elle dispose. Les « partis ouvriers » ne figurent pas au dernier rang parmi ces moyens.

L'avenir prolétarien ne pourra signifier que la fin de l'avenir bourgeois, eurocommunisme compris.

**SOUSCRIPTION INTERNATIONALE pour les grévistes de l'Ascon (Espagne)**

Les versements sont à envoyer à notre journal qui transmettra au Comité de grève.

**Vivent les nouveaux périodiques du Parti !**  
**EL PROLETARIO**

(Bulletin pour l'Amérique latine)  
N° 1 - octobre 78

- Un instrumento para la organización de la vanguardia del proletariado
- Dictadura del proletariado o dictadura de la burguesía
- Nicaragua
- Revueltas en Iran
- Un abismo de clase está cavándose en la resistencia palestina
- Magnífico auge de las luchas en América Latina
- Estados Unidos: La huelga de los mineros del carbón
- Argentina: PCA, edecán de la Junta Militar; LCR, por la «normalización sindical».
- A los cinco años del «pinocetazo»: ¡Romper con la democracia!

\*

**el-oumami**  
**(l'internationaliste)**

N° 1 - octobre 78

- L'univers capitaliste tout entier est un volcan en éruption.
- Pour le parti ouvrier indépendant: 1 - Les bases constitutives du parti communiste sont les mêmes dans tous les pays.
- Algérie: Misère de l'anti-impérialisme bourgeois — L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire! — Sur la Charte nationale.
- Luttes ouvrières: grèves au Maghreb, lutte des foyers Sonacotra en France.

**Malgré la répression, les élans de lutte ouvrière**

**Rhodésie**

Le 13 août, pendant la grève de la mine de cuivre de Mangula en Rhodésie, quatre travailleurs noirs ont été tués et cinq blessés par la police.

La grève avait été déclarée pour protester contre les augmentations de salaire dérisoires récemment décidées. 1.700 ouvriers avaient manifesté armés de bâtons, barres de fer et haches, devant les bureaux de la direction. La police a ouvert le feu sur les manifestants qui refusaient de se disperser: en Rhodésie aussi la répression anti-ouvrière bat son plein.

**Tunisie**

Tandis que le tribunal de Sousse en Tunisie s'est déclaré incompétent pour juger la centaine de syndicalistes et travailleurs accusés de participation active à la grande révolte de janvier, à Sfax la section criminelle de la cour d'appel a condamné 21 ouvriers, accusés de rassemblement et manifestations « qui ont dégénéré ensuite en violences contre des biens privés » (sacrés, bien sûr!), dans le centre minier de Gafsa le 12 novembre dernier, à des peines allant de quatre mois à deux ans et demi de prison. Ceux qui attendent les arrêts de la « justice » de Bourguiba sont parqués dans des cellules étroites et soumis à la torture systématique. Certains comme Hocine El Kouki ont déjà succombé aux mauvais traitements.

Mais les grèves continuent, non seulement sur des revendications de salaire, mais aussi contre les remaniements autoritaires du syndicat et l'installation de vigiles dans les entreprises. Le premier ministre tunisien Nouria est si peu rassuré sur les chances de la paix sociale

malgré les sanglants nettoyages de janvier qu'il a déclaré devant les cadres du parti social-démocrate: « En 1979, tout le pays va devenir comme une marmite bouillante d'odeurs, de rumeurs et d'ailleurs, dont vous devez contrôler continuellement la température pour éviter qu'elle n'explose » (Afrique-Asie, n° 161 du 15 mai 78).

**Pérou et Chili : la grève des mineurs**

Au Pérou, la grève des 45.000 mineurs du cuivre, fer, plomb et zinc dure depuis les premiers jours d'août. Ils ont cessé le travail non seulement pour demander une augmentation de salaire de 25 % (un minimum, dans un pays où l'inflation atteint des taux vertigineux), mais aussi pour imposer la réintégration de 302 camarades licenciés après la lutte de juillet 77, et l'abrogation des décrets antigreve préparés par le gouvernement. Ils n'ont pas hésité à affronter directement les forces de police et les détachements de l'armée mobilisés en vain pour leur faire reprendre le travail.

La vie du pays est restée paralysée: « Cette grève nous a déjà coûté 60 millions de dollars », gémit le gouvernement. Insensibles à ce désastre, les mineurs restent sur leurs positions. Le 29 août, l'état d'urgence a été proclamé dans cinq autres provinces minières. Depuis le 5 septembre, les entreprises sont autorisées à licencier quiconque n'a pas repris le travail. Toutes les zones minières sont ainsi soumises à un contrôle militaire, comme le prévoient les « plans de défense interne du territoire » et comme l'exigent, bien sûr, les « intérêts supérieurs de la nation ». Mais les mineurs restent sur leurs positions... A la frontière sud, côté Chili, la junte

militaire a proclamé de son côté l'état d'urgence dans les régions minières, en réponse au « conflit du travail » qui, depuis un mois, fait rage à Chuquicamata. Les mineurs y ont adopté une nouvelle forme de pression pour défendre leurs revendications: le refus de prendre leurs repas — repas empoisonnés! — dans les cantines de la société minière d'Etat.

Il y a dans ces deux gigantesques sursauts de la classe ouvrière latino-américaine un puissant mouvement de solidarité élémentaire et instinctive. Saluons les mineurs du continent américain une fois de plus à l'avant-garde de la lutte!

**La Chine et les crimes français**

(suite de la page 1)

*me si la rébellion très divisée ne s'est pas manifestée depuis deux mois et semble actuellement « bloquée » par l'intervention de l'armée française, il est évident que la « charte fondamentale » ne règle aucun problème de fond.*

*Qu'importe! Pour les realpolitiker de Pékin, la politique de l'impérialisme français au Tchad, comme au Zaïre est une « politique sérieuse ». C'est du moins ce qu'a déclaré Hua Kuo-feng à Chirac qui passait par là-bas, selon Le Monde du 23 septembre.*

*Au moment de l'intervention au Zaïre, les maoïstes du PCMLF, trouvant « positive » l'agression tricolore au Shaba, criaient encore pour se dédouaner: « troupes françaises hors du Tchad! ». Où en sont-ils maintenant?*

Tract diffusé par nos sections parisiennes à un meeting maoïste le 28-9-78

**Ce n'est pas de pleurnicheries démocratiques qu'ont besoin les masses iraniennes en révolte, mais de solidarité de classe!**

Les émeutes qui se succèdent en Iran marquent la fin de la période de stabilité relative que l'impérialisme et les classes dominantes ont imposée aux masses exploitées à coups de mitraille et de pétrodollars. Ces émeutes s'inscrivent dans la longue chaîne des soulèvements qui se produisent à la périphérie du mode de production capitaliste. De l'Egypte à la Tunisie et de l'Iran au Nicaragua, les révoltes qui secouent les trois continents portent un coup formidable à l'équilibre instable construit par l'impérialisme et les classes dominantes locales sur la base d'une expansion économique que la crise internationale a brutalement interrompue.

L'explosion sociale qui a affecté nombre de ces pays a pris une ampleur formidable du fait que le processus d'industrialisation s'y greffe généralement sur des structures archaïques, ce qui rend l'équilibre social d'autant plus fragile et donne un caractère massivement « populaire » aux révoltes contre la misère et l'oppression.

Les soulèvements qui secouent les capitalismes jeunes et périphériques ANNONCENT LES BOULEVERSEMENTS GIGANTESQUES QUI ATTENDENT LES GRANDS CENTRES IMPERIALISTES. C'est la raison pour laquelle l'alignement des forces est partout le même, comme le montrent les événements d'Iran ou du Nicaragua:

— d'une part les masses pauvres et prolétarisées qui se sont soulevées contre la misère croissante, contre le chômage endémique, contre l'étouffement de l'oppression impérialiste, et qui se sont placées d'instinct sur le terrain de la force pour essayer d'obtenir satisfaction;

— d'autre part l'ordre établi international, la chaîne de tous les Etats bourgeois et de leurs représentants.

Ainsi, pour l'Iran, cela va de Carter qui parle d'inébranlable amitié entre l'Iran et les Etats-Unis, à la Russie qui aimerait bien voir l'Iran changer de camp mais qui préfère encore que le chah ait brisé la révolte populaire, en passant par la Chine dont le président Hua Kuo-feng vient apporter son soutien au chah, présenté comme le fer de lance de la lutte contre le « social-impérialisme » au MOMENT MEME OU LA REPRESSION FAISAIT RAGE. Sans parler de l'impérialisme français dont le soutien était acquis d'avance.

Entre les deux, les démocrates et même l'orthodoxie islamique fixent comme tâche au mouvement populaire la chute de la dynastie Pahlavi et, en l'absence du parti prolétarien indépendant, ils parviennent à diriger le mouvement. Mais que pourraient-ils faire d'autre, si la dynastie tombait, que de donner un masque libéral et populaire à un Etat totalitaire et centralisé qui s'est déjà révélé être un instrument de

l'accumulation capitaliste? Ce dont les prolétaires, les semi-prolétaires et les paysans pauvres dont le sang coule aujourd'hui ont besoin, ce n'est pas seulement de chasser une dynastie mais DE DETRUIRE L'ETAT, tant pour briser les structures sociales archaïques et les restes du passé que pour aller, la main dans la main avec la classe ouvrière du monde entier, vers le socialisme.

Mensonge donc, mensonge criminel que de mettre en avant — comme le font dans leur tract d'appel les organisateurs de ce meeting, la CISNU d'un côté, les organisations maoïstes (HR, PCR, OCF, UCF) de l'autre — la « démocratie » et « l'indépendance nationale », le « combat révolutionnaire, inspiré par des leaders progressistes chiites dirigés par l'Ayatollah Khomeini qui préconise la lutte conséquente jusqu'à l'anéantissement de la monarchie » comme but de la lutte.

Hypocrisie honteuse, ignoble hypocrisie que celle des organisations qui feignent de voir dans cette lutte un combat contre « l'hégémonie des deux super-puissances » sans dire un mot de la position de la Chine, dont le représentant donnait l'accolade au boucher de Téhéran, alors que crépitaient les mitrailleuses, en déclarant qu'« aujourd'hui, sous la conduite de Sa Majesté impériale le Chah, le peuple iranien œuvre pour sauvegarder l'indépendance nationale et la souveraineté d'Etat, préserver les ressources nationales et édifier le pays » (allocution de Hua Kuo-feng au banquet du 29-8, Pékin Information du 11-9-78, p. 8).

Le sens de la révolte des masses exploitées d'Iran, d'Egypte, de Tunisie, et du Nicaragua, demain des grandes métropoles impérialistes elles-mêmes, c'est le drapeau levé de la révolte contre tous les Etats bourgeois et l'ordre impérialiste mondial. Cette révolte n'a d'issue que dans la victoire de la révolution communiste à l'échelle mondiale; elle ne pourra vaincre qu'en se donnant l'instrument de sa victoire, le Parti Communiste mondial reconstitué sur le programme et les principes de Marx, d'Engels et de Lénine!

**VIVE LA LUTTE DES PROLETAIRES, DES MASSES PROLETARISEES ET DES PAYSANS PAUVRES D'IRAN ET DU MONDE ENTIER!**

**LUTTE A MORT CONTRE L'ORDRE IMPERIALISTE MONDIAL, CE QUI IMPLIQUE POUR LA CLASSE OUVRIERE DE CHAQUE PAYS DE LUTTER SANS LA MOINDRE EXCEPTION CONTRE « SON » PROPRE IMPERIALISME!**

**VIVE LA GUERRE DE CLASSE ET LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE!**

**PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!**

**Pax americana?**

(suite de la page 1)

ciels, mais par tous. Par dessus leurs divisions passagères, ils sont en effet unis par la terreur panique devant les masses prolétariennes et paysannes projetées par les événements historiques sur le devant de la scène, et dont l'élan d'émancipation vis-à-vis de toute oppression devient de plus en plus difficile à contrôler. Après les massacres perpétrés par les « Etats-frères », ce sont les organisations bourgeoises et petites-bourgeoises de la « résistance » elles-mêmes qui ont tourné contre ces masses les armes soi-disant destinées à mater l'ennemi héréditaire. Mais ce faisant, la « cause arabe » a signé elle-même sa défaite.

Aujourd'hui, ils protestent tous, de la Syrie à l'Irak, de la Libye à l'Algérie. L'OLP proteste, l'Arabie Saoudite prend la mouche et la Jordanie du Septembre Noir se donne des airs radicaux...! En réalité ils ont tous préparé la voie aux manœuvres ouvertes de Sadate. Celui qui est entré dans la « voie des négociations » ne peut qu'en subir les conséquences. S'imagine-t-on que Genève aurait pu ou pourrait donner de « meilleurs » résultats que Camp David?

Devant la nouvelle menace de « paix séparée » entre l'Egypte et Israël le camp bourgeois et petit-bourgeois arabe appelle à la reconstitution de l'« unité ». Ce n'est pas elle, cependant, qui pourra mettre fin à l'holocauste du Moyen-Orient, c'est au contraire le fossé de classe qui s'est ouvert ces dernières années dans la fausse unité arabe. C'est des masses prolétariennes et paysannes, mitraillées par leurs « frères de sang » autant que par leurs ennemis « d'autre sang », que doit venir enfin, à travers la guerre de classe étendue à tout le monde « civilisé », la Paix.

**le prolétaire**  
**Supplément Suisse**

SOMMAIRE DU N° 12

- A propos du référendum sur le Jura: Principes bourgeois contre internationalisme prolétarien.
- L'OCI ou l'éternelle hypocrisie du centrisme.
- OADR: Misère du maoïsme.
- L'unique voie de l'émancipation du prolétariat.
- Politique conventionnelle.
- Manifestation du 26 août.

# Le socialisme d'hier face à la guerre d'aujourd'hui

## La guerre que le socialisme « devrait admettre »

Contre le refus de la guerre, de nombreux socialistes affirment : 1) que les socialistes doivent participer à toute guerre de défense nationale contre une agression étrangère ; 2) que les socialistes ne peuvent pas se désintéresser des guerres de nationalité, puisque la constitution de toutes les nationalités en Etats dans leurs frontières naturelles serait une condition nécessaire de l'avènement du socialisme ; 3) que dans une guerre de nations ayant une structure plus démocratique contre des nations socialement moins évoluées, les socialistes devraient prendre partie pour les premières contre les secondes. Dans les deux derniers cas la thèse favorable à la guerre peut aller de la simple sympathie à l'intervention personnelle, et aussi jusqu'à faire pression sur son propre Etat pour le faire intervenir militairement dans le conflit dans le sens désiré.

Eh bien, ces trois brèches ouvertes dans l'antimilitarisme se basent sur des dégénérescences sentimentales qui sont la négation absolue du socialisme. Avant tout, elles se contredisent l'une l'autre de façon évidente. Si la France (nous prenons des exemples) avait agressé l'Allemagne pour reprendre l'Alsace-Lorraine, les socialistes allemands auraient-ils dû défendre la patrie ou... la combattre au nom du principe des nationalités et de la démocratie ? Et dans les guerres coloniales, qui sont des guerres d'agression et d'oppression, mais aussi... d'extension de la civilisation démocratique, que doivent faire les socialistes ? Ces sophismes dérivent d'une erreur fondamentale qui est de vouloir départager les torts et les raisons dans des conflits qui ne sont pas régis par des critères de justice, mais par la force brutale. D'ailleurs, ces distinguos subtils n'auraient de sens que si on disposait de la force de trancher effectivement le conflit ; ils sont absurdes dans la bouche de ceux dont l'intervention peut tout juste déplacer les probabilités d'issue de la guerre, mais augmente certainement son ampleur ainsi que la haine et l'esprit de revanche qu'elle entraîne.

## La guerre de défense

Nous ne rappellerons pas longuement les concepts montrant que le prolétariat n'a aucun intérêt à défendre dans la patrie et dans ses frontières nationales. Nous dirons seulement que dans toutes les guerres l'attaque et la défense sont réciproques et souvent simultanées. L'agression est un mot élastique. Faut-il comprendre la violation des frontières ? Mais — du point de vue militaire — il peut être imprudent d'attendre que l'autre commence ; il est nécessaire de le prévenir et de briser ses tentatives par une contre-invasion. S'agit-il de la rupture des relations diplomatiques ? Aucun gouvernement n'est à court d'arguments pour rejeter la responsabilité sur l'autre, comme on peut le voir dans les livres d'histoire des différents bords. Faut-il alors comprendre par agression la préparation de la guerre ? Alors tous les Etats modernes sont des agresseurs, ils fabriquent sans arrêt bateaux de guerre et canons, et augmentent sans cesse les effectifs de leurs armées. Sans développer davantage, il est clair que l'adhésion à une éventuelle défense nationale est un chèque en blanc signé par les socialistes aux gouvernements bourgeois, qui pourront en faire l'usage qu'ils voudront. Pour justifier l'invasion de la Libye (1) on a raconté que les Turcs avaient déshonoré une jeune Italienne. C'est la vieille histoire du loup et de l'agneau.

## Les guerres de nationalité et d'indépendance

Venons-en au problème des nationalités. Est-il vrai qu'il faut résoudre tous les cas d'irréductibilité et donner à tous les peuples une organisation politique correspondant aux nationalités, avant de pou-

Nous publions ici une partie du long article publié sous ce titre par notre courant dans les numéros 359, 360 et 362 de *L'Avanguardia*, l'organe des jeunes socialistes italiennes en octobre-novembre 1914.

La première partie de cet article combattait la thèse tenace qui présente la démocratisation du capitalisme comme le moyen de mettre fin aux guerres. Elle montrait au contraire que, loin de rendre la guerre impossible, l'évolution du capitalisme la rend toujours plus inévitable, et que **d'avantage de démocratie** ne signifie pas davantage de pacifisme mais **d'avantage de militarisme**.

La seconde partie, que nous reproduisons presque en entier, combat les « justifications » de la participation des socialistes à la guerre impérialiste. On verra que **dès ce moment-là** notre courant a rétabli les positions marxistes valables tout aussi bien pour la **deuxième** guerre impérialiste et, évidemment, pour celle que le capitalisme nous prépare.

La troisième partie qui suit les passages reproduits ici s'en prenait plus particulièrement aux velléités interventionnistes des socialistes italiens. Ceux-ci semblaient s'opposer à l'entrée en guerre, mais c'est parce que, d'après les traités, l'Italie aurait dû se ranger dans le camp des Empires centraux, et la bourgeoisie italienne elle-même n'y tenait pas. Mais derrière ce refus apparent de la guerre on voyait déjà se dessiner un social-patriotisme anti-autrichien et pro-français ; c'est lui, et ses justifications, que l'article démolissait.

voir parler d'une action socialiste internationale ?

La chose mérite d'être regardée de plus près. Quand le régime féodal a laissé la place à la bourgeoisie moderne, celle-ci a inscrit en grand dans son programme idéaliste de classe révolutionnaire le postulat des revendications nationales. La révolution bourgeoise semblait être faite dans l'intérêt des peuples, et non dans celui d'une nouvelle oligarchie, précisément parce qu'elle mettait en avant son caractère politique et son aspect économique. Suivant les philosophes bourgeois, on croyait que tout esclavage disparaîtrait avec la suppression de la domination d'un peuple sur l'autre et avec l'égalité juridique des citoyens devant la loi. Par la suite, le socialisme a démontré qu'il y a une autre cause, plus profonde, aux souffrances des masses, à savoir l'oppression de classe à l'intérieur même des groupes nationaux. Sans vouloir enlever au problème de la nationalité son énorme importance historique, remarquons qu'il a déjà reçu une solution partielle (2), mais assez large, et qu'il l'a reçue au moyen de guerres-révolutions à l'époque héroïque de la bourgeoisie, à une époque où le militarisme n'était pas développé comme aujourd'hui et où, en rassemblant quelques milliers d'hommes, on renversait les bastilles comme on libérait les nations. Cette époque historique s'est achevée par la formation et l'organisation des grands Etats modernes, dans le cadre desquels la bourgeoisie, moins idéaliste qu'autrefois, exploite à fond le prolétariat et fait œuvre de conservatisme.

Aujourd'hui, ce sont les Etats qui font les guerres, et non les « nations ». Ces guerres se résolvent par la prédominance de l'une ou de l'autre puissance qui, sans s'inquiéter de préjugés romantiques, étend son influence économique et politique sur des peuples de toutes les races et de toutes les couleurs. Bref, l'organisation de toutes les nationalités en Etats indépendants est désormais devenue irréalisable. Les mobiles des guerres sont bien différents. Leurs résultats dépendent de facteurs économique-militaires, et puisque la richesse et la force armée sont dans les mains des Etats les plus solidement établis, les solutions des problèmes de la guerre sont étatiques et non nationales. Le fameux principe des nationalités est d'ailleurs quelque chose d'insaisissable. A part quelques cas classiques, les questions d'indépendance nationale sont controversées. Les raisons historiques, géographiques, ethnographiques autorisent les solutions les plus contradictoires. Même en supposant la concorde et la bonne volonté de tous les Etats européens, la fameuse constitution en Etats nationaux, qui nous permettrait ensuite de travailler à renverser la bourgeoisie, est irréalisable. Et c'est un problème aussi difficile à résoudre pacifiquement, qu'on veut confier aux aléas de la guerre, au sort incertain des armes ! En fait, toute guerre créera ou ressuscitera au moins autant de problèmes d'irréductibilité qu'elle en aura supprimés. Et les rivalités, les alliances, s'entrecroiseront de façon toujours plus absurde et compliquée. Le prolétariat socialiste devrait-il adhérer à ce jeu sanglant au lieu de se consacrer dès à présent et sans condition

préalable de ce genre à préparer son effort révolutionnaire ?

Après la fameuse guerre nationale des Balkans contre la Turquie, les nationalités libérées se sont massacrées entre elles. Le Japon est aujourd'hui allié à la Russie. Les Boers se battent sous le drapeau anglais. Toutes les guerres des dernières années refusent d'entrer dans le vieux schéma de la nationalité. Et le nationaliste, qui se pose le problème du triomphe et de l'hégémonie d'une nationalité, est encore plus logique que le soi-disant socialiste qui prétend les sauver et les concilier toutes, et ceci à travers une série de guerres sanglantes qui, pour conduire à ce but, devraient être extraordinairement maîtrisées.

## Les guerres démocratiques

Reste l'autre prétendue raison de la participation socialiste à la guerre : la nécessité de favoriser la victoire des nations plus civilisées, plus évoluées, plus démocratiques, sur celles qui sont arriérées du point de vue du processus historique et social. Pour cela on invoque traditionnellement la nécessité d'accélérer l'achèvement de l'évolution bourgeoise, c'est-à-dire l'argument-clé des abandons de toute sorte ; cela conduirait à approuver sans réserves les guerres coloniales en tant que guerres civilisatrices, contre l'opinion unanime de tous les socialistes et en opposition à l'autre principe, celui de l'opposition générale aux guerres d'agression. Nous, socialistes italiens, n'aurions pas dû nous opposer à la guerre italo-turque, puisque l'Italie plus ou moins démocratique se battait contre la Turquie à peine féodale.

L'erreur fondamentale de cette conception c'est de croire que les tendances politico-sociales des divers Etats l'emportent les unes sur les autres à travers les guerres et se répandent dans le monde suivant la fortune des armes. Ces tendances dépendent de conditions économiques et sociales d'ordre interne et des rapports des classes dans chaque Etat, et elles se modifient selon le déroulement de la lutte des classes et des partis, et leurs moments cruciaux sont les révolutions, les guerres civiles.

Dans les guerres qu'ils se livrent, les Etats ne se battent nullement pour faire prévaloir dans le monde un principe plus ou moins académique ou philosophique de démocratie ou d'absolutisme... Les rapports internationaux des Etats se situent dans un cadre tout à fait amoral, et inspiré uniquement par l'égoïsme. Les Etats, qui imposent à leurs sujets de se conformer à certaines normes pour rendre possible la cohabitation sociale, ne reconnaissent aucune loi dans les relations internationales et utilisent même en temps de paix les armes du mensonge, de la tromperie, de la corruption, de l'espionnage, avant de recourir en temps de guerre à l'*ultima ratio*, à la violence qui ne connaît pas de loi. Ce qu'on appelle droit international ne reste en vigueur que tant qu'il ne convient pas à une nation de le violer ; c'est une utopie de vouloir l'appliquer aux grands Etats modernes, car il ne peut y avoir de droit sans une autorité ayant la force de le faire respecter. Chaque gouvernement ne voit et

ne peut voir que les intérêts cyniques de son propre Etat (c'est à bon escient que nous parlons toujours d'Etat et non de « nation ») et tend à les protéger et à les défendre contre les ennemis du dedans et du dehors. A quelque parti ou école philosophique qu'il appartienne, l'homme de gouvernement agit toujours en féroce conservateur. La liberté qu'il concède à ses sujets est conditionnée par la nécessité de conserver l'équilibre interne entre les forces économiques et politiques des classes et des partis.

Il existe différentes conceptions de gouvernement, mais ce sont simplement des méthodes différentes pour assurer la puissance maximale de l'Etat et, en dernière analyse, de l'oligarchie économique qu'il représente. Par conséquent, les gouvernements ne tendent pas à faire triompher un principe à l'intérieur de la nation — et encore moins à le diffuser à l'extérieur par les armes — mais seulement à renforcer l'Etat, à veiller de la façon la plus efficace à ses intérêts. Bien entendu, on cache cette tendance par de belles phrases sur la civilisation, la démocratie, le progrès — ou encore l'ordre, la religion, la fidélité au souverain, etc. Le but est toujours le même. Les croisades, les guerres napoléoniennes, celles de la restauration, toutes les Saintes Alliances avaient bien d'autres mobiles que la propagande universelle d'idées mystiques ou philosophiques...

Les nations démocratiques modernes oppriment et tyrannisent dans les colonies proportionnellement à la force moins grande de leurs sujets. L'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Italie, ont toutes une honteuse histoire coloniale. C'est pourquoi on ne peut pas attendre la diffusion de certains principes modernes du triomphe militaire des pays dans lesquels ils sont déjà diffusés, surtout à l'époque actuelle qui n'est plus une époque héroïque, comme celle où la bourgeoisie s'est formée et pouvait encore avoir certaines générosités.

D'autre part, le triomphe d'un régime démocratique est-il toujours un pas vers le socialisme ? Si nous refusons d'aider la démocratie bourgeoise tant dans ses conflits internes avec les classes féodales (3) et les partis cléricaux que dans le domaine de son développement normal ultérieur — sur la base de nos raisons d'être intrinsèques — pourquoi devrions-nous donc favoriser ses succès militaires, qui sont un moyen très discutable de faire une propagande de principes et assez peu susceptible de donner des facteurs de progrès ?

Ainsi, premièrement la « démocratie » ne se répand pas dans le monde sur la pointe des baïonnettes, et deuxièmement elle ne mérite plus, depuis longtemps, ni notre sympathie, ni notre soutien.

En vérité, il se produit exactement l'inverse de ce qu'on nous rabâche ces jours-ci comme vérité incontestable. Les victoires militaires sont un facteur de recul politique. Après l'épopée napoléonienne, la France a subi la Restauration. Après Sedan, par contre, il y a eu la République et une tentative socialiste : la Commune. Quelle que soit sa cause et son issue, toute guerre — qui produit la célèbre unanimité nationale des partis et des classes, qui rehausse le prestige des institutions et de l'armée — n'est-elle pas un pas en arrière dans nos aspirations révolutionnaires, dont le moyen naturel est la lutte de classe ?

(1) Il s'agit de l'expédition de 1911.

(2) Il est évident, cela est dit explicitement plus loin, qu'il s'agit dans toute cette partie de l'aire européenne, c'est là que la révolution bourgeoise est accomplie depuis longtemps, et que la formation des grands Etats bourgeois, qui ne recouvrent, ne peuvent recouvrir et ne recouvreront jamais exactement les nationalités, a achevé son cycle historique (NDR).

(3) Si ce terme était d'usage pour qualifier les classes archaïques, il est bien évident qu'elles étaient embourgeoisées depuis longtemps comme l'a montré la Gauche maintes fois et qu'elles n'avaient donc rien de « féodal » au sens historique du terme (NDR).

## Le chômage augmente en Europe

Fin juin (et depuis, les choses se sont aggravées), il y avait dans la Communauté économique européenne 5,6 millions de chômeurs inscrits contre moins de 5,4 millions l'année précédente — chiffres incomplets, comme le précisait, s'il en était besoin, la **Frankfurter Allgemeine** du 16-8-78. Le pourcentage de chômage atteignait donc 5,3 % de la population active, contre 5,1 % en 1977 et 2,9 % en 1974.

Le pourcentage le plus élevé est celui de l'Irlande (8,6 %), suivie par la Belgique (7,6 %), l'Italie (7,5 %, chiffre sans doute très inexact), le Danemark (6), la Grande-Bretagne (5,6) et la France (\*). La Hollande (3,9), l'Allemagne fédérale (3,4) et le Luxembourg (0,7) ont les pourcentages les plus bas.

Comme il est à peine nécessaire de le préciser, les femmes sont les plus touchées. En 1974, la proportion était à peu près identique pour la population masculine et féminine. Aujourd'hui, le pourcentage est de 4,7 % pour la population masculine et de 6,3 % pour les femmes (et jusqu'à 13,1 % en Belgique). Quant aux jeunes, en Italie, par exemple, 78 % des chômeurs aujourd'hui ont entre 14 et 29 ans. Mais on a remarqué aussi que la part des travailleurs qualifiés allait croissant dans les toutes dernières statistiques pour la France. Par dessus les divisions de catégorie, ce sont tous les travailleurs qui doivent lutter pour défendre leurs conditions de vie !

(\*) Il est, aujourd'hui, voisin de 7 % !

# Sur la nationalisation de la sidérurgie

Voici donc la sidérurgie française « prise en mains » par l'Etat, sinon nationalisée. Une hécatombe pour les ouvriers, une nécessité plus profitable que douloureuse pour le capital.

Inadmissible liquidation d'une industrie essentielle à l'essor national, gémit le PCF ! Comme le PS, il oppose à l'actuel contrôle temporaire aux 3/4 par l'Etat la solution d'une « vraie » nationalisation. Et G. Séguy a parlé lui aussi d'abandon national, de concession à l'Allemagne honnie — toutes choses qui intéressent immédiatement beaucoup plus la grande centrale tricolore que la défense des 15 à 20.000 travailleurs — au moins — menacés de licenciement.

Il y a un an et demi, analysant la tendance du capital à fuir la baisse du taux de profit en se déplaçant de branches en branches, nous écrivions dans notre revue **Programme communiste** (1) : « S'il est une caractéristique d'une branche comme la sidérurgie, c'est bien son « immobilité ». Investissements très lourds, composition organique élevée (c'est-à-dire part importante du capital constant par rapport au capital variable dans l'ensemble du capital avancé), et donc tendance du taux de profit de la branche à piquer du nez plus vite que les confrères. Que faire ? Désinvestir, c'est-à-dire quitter la branche ? Dans la théorie de la concurrence parfaite, c'est possible ; mais dans la réalité c'est une autre paire de manches : le capital est, c'est le cas de le dire, fixe, il est matérialisé dans les hauts fourneaux, les fonderies, les laminoirs... Il est pratiquement impossible de quitter la branche en récupérant le capital investi : qui donc voudrait racheter ? La seule solution serait la perte sèche ou la faillite. A moins... à moins de faire appel à l'Etat, qui n'a rien à refuser au capital en général et au grand capital en particulier : et c'est ainsi que des centaines et des centaines de millions de fonds d'Etat servent

régulièrement à soutenir le taux de profit défailant de la sidérurgie. Devant un pareil spectacle, le réformisme, indigné que des fonds « publics » aillent à des intérêts « privés » (mais qu'ont-ils jamais fait d'autre ?), se met à pousser des cris d'indignation vertueuse : si c'est ainsi, nationalisons ! Mais pour le capital piégé dans la branche peu rentable, la nationalisation (c'est-à-dire, pour être clair, le rachat aux actionnaires) est la seule issue, le seul moyen d'en sortir sans y laisser sa chemise et en récupérant au contraire le capital-argent investi ! Pourquoi alors ses — molles — protestations ? C'est que tant que l'Etat passe régulièrement à la caisse, il n'y a pas à se plaindre, la situation est confortable ; et puis les sommes énormes récupérées par l'indemnisation qui suivrait une nationalisation, qui peut garantir de leur trouver, à notre époque de crises à répétition, un placement rentable et plus sûr que celui qui consiste à avoir des dividendes garantis par l'Etat ? Entre deux manières de profiter de l'argent de l'Etat, le capital préfère tout simplement la plus sûre et la plus confortable. Mais qu'au lieu de nationaliser la sidérurgie (ce qui, comme disait Engels, ne change rien à « la qualité de capital des forces productives », ni par conséquent à la situation de la classe ouvrière), on lui supprime irrévocablement toutes les subventions, déclarées ou occultes : il ne faudra pas attendre longtemps pour voir ses dirigeants venir supplier qu'on les nationalise ! »

Il n'était pas sorcier de lire dans les lois du capital la nécessité de la nationalisation de la sidérurgie. Elle était tellement inévitable qu'elle a été réalisée par ceux-là mêmes qui se prétendent opposés à l'interventionnisme étatique, les tenants du « libéralisme ». La différence avec les « dirigistes » étant que ces derniers réclament les nationalisations dans leur programme tout en revendiquant la « li-

berté de gestion » et en exigeant qu'elles ne soient pas confondues avec une « étatisation » — horreur ! —, tandis que les premiers nationalisent en s'en défendant. Tous les bourgeois et leurs larbins ont certes des idées différentes — et comment en serait-il autrement dans un monde de concurrence ? — mais ils se réconcilient tous sur l'obéissance aux lois du capital — ce qui est naturel dans un monde de monopole !

Avant la France, la Grande-Bretagne a vécu ce chapitre à peu près inéluctable dans l'histoire des industries à forte proportion de capital fixe, lorsque vient la crise (donc la baisse de la consommation), surtout pour des capitalismes à équipements anciens, en concurrence avec des appareils de production neufs ou renouvelés (comme l'Allemagne qui, rappelle le **Monde** du 22-9-78, avait réduit ses effectifs dès 1950). En 1975, la nationalisation — dont la solution française actuelle n'est qu'une variante — n'avait pas évité aux travailleurs britanniques des dizaines de milliers de licenciements.

Si les chantres opportunistes de l'industrie nationale veulent aller jusqu'au bout de leur logique, et tenter — vainement — de marquer des points contre l'Allemagne ennemie, ils ne pourront se contenter de proposer des lois protectionnistes, ou des plans d'utilisation intérieure de l'acier parfaitement irréalistes, à moins de doter d'une tour Eiffel chaque commune française... Il faudra qu'ils réclament une productivité accrue, des frais de production allégés... donc encore plus de licenciements. Quant aux ouvriers, s'ils veulent défendre leur peau, et non le capital français, il leur faudra rejeter le mirage des « solutions industrielles », et se battre unis contre toute division chauvine, sur le seul terrain de la lutte de classe.

(1) « Idole de la compétitivité, religion du taux de profit », n° 73, avril 1977.

« Révolution Internationale », « Le Bolchevik » et la grève des foyers de travailleurs immigrés

## Deux torpilles « de gauche » contre la lutte ouvrière

La question de la nature des organismes que se donne la lutte de défense prolétarienne est une question vitale, car la classe ouvrière ne peut résister à l'ennemi et, à plus forte raison, préparer l'attaque sans de vastes organisations ouvertes à tous les travailleurs. Or la renaissance de ces organismes, aujourd'hui encore éphémères, souvent locaux et fragiles, est mise en danger par les attaques que lancent contre elles des forces en apparence opposées mais qui convergent en réalité pour leur nier tout droit à l'existence.

Il y a d'une part l'opportunisme, politique et syndical, et notamment les bureaucraties syndicales qui s'acharnent à tuer dans l'œuf tout germe de vie de classe aussi bien dans les sections syndicales qu'à l'extérieur des syndicats, et à mettre les ouvriers devant la fausse alternative : ou se soumettre aux directives capitulaires ou renoncer à se défendre. Et derrière eux, il y a des groupes spontanés tombés dans le suivisme de principe, comme la LCR, l'OCT, LO qui non seulement refusent de voir tout ce qui naît hors des syndicats et le combattent comme « anti-syndical », mais qui surtout combattent à l'intérieur des syndicats toute action qui serait dirigée contre l'opportunisme, même quand la masse des travailleurs adhère profondément à cette lutte et à ses leçons anti-opportunistes. Pour eux, l'affrontement avec les bonzes, même sur des points surgis de la lutte immédiate et ressentis par les travailleurs, ne serait possible que lorsque l'ensemble de la classe ouvrière aurait partout rejeté l'opportunisme. Autant dire jamais, puisque cela n'est pas possible sans la révolution (1).

Mais de l'autre côté, il y a un courant qui se prétend anti-réformiste et anti-opportuniste, mais qui prétend en même temps que toute lutte immédiate, toute action est condamnable et opportuniste si elle ne prononce pas d'emblée une condamnation complète, non seulement des méthodes et des mots d'ordre immé-

diats de l'opportunisme, mais de son programme général. Ce courant met lui aussi la classe ouvrière devant une autre fausse alternative : ou accepter le programme de la révolution — le leur ! — ou renoncer à se défendre.

Un échantillon de cette position catastrophique est fourni par *Révolution Internationale* qui découvre, dans son numéro de septembre 78, la lutte des foyers Sonacotra et publie un tract d'appel aux résidents des foyers daté du 30 juillet 78. La condamnation directe de l'opportunisme par la Coordination a naturellement éveillé la curiosité de ce journal, qui n'en fait pas moins la moue sur l'insuffisance de la condamnation : « Si l'adresse du Comité de Coordination dénonce clairement les manœuvres des syndicats et partis de gauche, notamment du PC, elle n'en tire pas véritablement les leçons parce qu'elle fonde sa dénonciation uniquement sur l'expérience immédiate des foyers des travailleurs immigrés — parmi lesquels comme parmi d'autres subsistent encore nombre d'illusions sur la gauche et les syndicats — sans relier véritablement cette expérience aux nombreuses expériences que la classe ouvrière a déjà vécues par le passé dans sa confrontation avec les syndicats, et sans la relier véritablement à toutes les autres expériences actuelles où, chaque fois que la lutte se développe, elle le fait contre et en dehors des syndicats ».

En réalité, pour ce journal ce n'est pas tant — et cette position est déjà fautive — la « nature même des syndicats » qui est en cause, pour la bonne raison que les Comités de Soutien à la lutte des foyers, même avec leurs limites, sont stigmatisés comme une simple « émanation » des diverses « sectes gauchisto-maoïsto-populistes de l'extrême gauche du capital ». Ce qui est en cause, au fond, c'est le rapport entre lutte immédiate et lutte politique, entre organisations immédiates et organisation de parti. C'est l'organisation ouverte à tous les travailleurs sur la base

de la lutte immédiate qui est niée en même temps que le rôle du parti politique — qui est de féconder cette lutte. C'est la raison pour laquelle R.I. reproche au Comité de Coordination de ne pas rappeler tous les méfaits de l'opportunisme. Ces gens exigent en fait de la lutte immédiate ce qu'elle ne peut donner, parce qu'ils nient le rôle et la fonction du parti, qui seul peut d'emblée « relier véritablement » chaque « expérience aux nombreuses expériences de la classe » dans le temps et dans l'espace, et relier l'attitude pratique de l'opportunisme à son programme politique bourgeois.

Sans doute, s'il existait des organisations de classe puissantes, comme c'était le cas au début du siècle, ces organisations pourraient remplir ce rôle au moins dans une certaine mesure. Seulement aujourd'hui que tout a été détruit depuis trop longtemps, la classe n'a pas d'autre mémoire collective que son parti et, de toute façon, seul le parti peut être une mémoire complète : c'est la raison pour laquelle vouloir obliger l'organisation

(1) C'est pour ces raisons que L'Étincelle du 7-9-78 se croit autorisée à écrire, en nous mettant, dans son aveuglement suiviste, en parallèle avec HR : « Certaines forces, très actives dans le soutien, comme l'Humanité Rouge ou le groupe Parti Communiste International, mais sectaires et antisyndicaux, ont contribué, par la ligne qu'ils défendent et leur pratique, à entretenir [la] coupure [avec les ouvriers français] ». A cette dernière accusation farfelue, nous répondons entre autres dans le n° 272 de ce journal.

(2) Selon une méthode désormais habituelle qui démontre son incapacité à comprendre la lutte ouvrière, cette organisation cherche à la sermonner plutôt qu'à l'aider à vaincre les obstacles qui se présentent à elle. Ainsi, de la même manière que les postiers de Créteil (voir notre brochure Postiers en lutte) étaient accusés de s'enfermer dans leur Centre alors qu'ils cherchaient par tous les moyens à en sortir malgré l'opportunisme, le Comité de Coordination et les Comités de

immédiate à tirer plus de leçons valables pour ses membres qu'elle ne peut en tirer de l'expérience immédiate des prolétaires revient à briser l'acquis commun qui est l'union sur des bases de lutte. C'est parce que cette base est classiste que la conscience de la lutte doit grandir dans le rapport dialectique entre l'expérience de la masse des travailleurs, le besoin des éléments avancés de se placer sur le terrain de la lutte générale et d'en faire bénéficier leurs camarades, et enfin le travail du parti dans leur direction pour les guider dans la compréhension des besoins généraux et historiques de la lutte prolétarienne. Mais, pour les métaphysiciens de *Révolution Internationale*, toute organisation immédiate est au fond mauvaise en soi, du seul fait qu'elle ne peut, même sur son propre terrain, arriver à la conscience théorique du parti (2).

Ce véritable torpillage de la lutte immédiate provoqué par l'incompréhension des rapports entre la classe et le parti et de

(suite page 8)

Soutien sont accusés de créer autour de la lutte un « rempart aveugle » et un « encadrement stérile ».

Une des raisons en est l'interdiction de la vente de la presse politique à la fête de Chelles, interdiction qui n'est nullement à théoriser mais qui s'explique aisément non par le caractère de fête qui était donné au rassemblement et que le Comité de Coordination a essayé de dépasser, mais par la volonté de maintenir à cette rencontre un caractère de lutte immédiate. En y voyant un refus de liens avec l'extérieur et en dénonçant pour cela la Coordination, plutôt que d'aider la lutte à trouver l'appui qu'elle cherche anxieusement parmi les travailleurs des entreprises, en particulier français, Révolution Internationale ne tombe pas seulement à côté de la plaque mais cherche aussi une justification à son dédain de la lutte immédiate : « Qu'on ne s'étonne pas ensuite du « désintérêt » des travailleurs et des résidents pour la lutte » (??!), conclut en effet l'article...

# La magnifique grève des mineurs américains

Nous publions avec de longs mois de retard sur les événements un article de bilan de la puissante grève des mineurs qui a secoué la paix sociale aux Etats-Unis de décembre 1977 à mars 1978. Mais il n'est pas difficile de comprendre la signification que peut avoir pour la renaissance de la lutte de classe prolétarienne internationale une lutte aussi formidable qui frappe au cœur de l'impérialisme mondial, en réponse à l'approfondissement de la crise économique internationale.

## VOTRE CHARBON, C'EST NOTRE SANG!

La grève s'est déclenchée en réponse à l'offensive bourgeoise contre les conditions de vie et de travail des ouvriers, seule solution que le capitalisme connaisse pour sortir de ses crises. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les années pendant lesquelles commence la crise du pétrole pour que cela saute clairement aux yeux.

L'augmentation du coût du pétrole a rendu, au moins partiellement, au charbon la compétitivité que celui-ci avait perdue du fait du coût supérieur de son extraction. Ainsi, alors que dans les années 60, les mines des Appalaches ne fonctionnaient qu'à 55 % de leur capacité productive, en 1975 ce pourcentage était monté à 93 %. L'exploitation des mineurs aussi s'est accrue considérablement, à tel point qu'ils travaillent aujourd'hui 50 heures par semaine sous la terre. Cette augmentation de la production s'est accompagnée également d'une augmentation du tribut du sang prolétarien: depuis 1970, plus de 1.000 morts dans les galeries, des milliers et des milliers de mineurs rendus « inaptés » ou tués par la silicose. Le cri des mineurs durant la grève n'est donc pas une métaphore poétique: « Votre charbon, c'est notre sang! ».

A cette exploitation croissante ont répondu des grèves spontanées, locales et générales, et principalement les grèves au moment du renouvellement des contrats collectifs (grève de 7 semaines en

1971 et de presque 5 semaines en 1974). Cette lutte de résistance opiniâtre a eu pour résultat d'empêcher les capitalistes d'obtenir l'« énorme accroissement de la production et des profits nécessaire à la satisfaction des besoins énergétiques de la nation », comme disait hypocritement le *New York Times* du 12-3-78.

C'est ainsi qu'en juillet 1977 les compagnies ont supprimé l'assistance médicale gratuite, obligeant les travailleurs atteints de silicose à payer une partie de cette assistance (700 dollars par an). 80.000 mineurs inscrits à l'UMWA (syndicat des mineurs qui compte, au total, 160.000 membres) ont déclaré spontanément la grève, qui durera jusqu'au début septembre quand elle sera brisée par une manœuvre des dirigeants syndicaux, qui décidèrent de la suspendre avec la promesse de la reprendre deux mois plus tard (c'est-à-dire, un mois avant la fin du contrat). En réalité, ils réussirent à donner au patronat trois mois de répit, durant lesquels les compagnies ont non seulement récupéré les pertes occasionnées par la grève mais ont pu accumuler d'énormes stocks pour faire face à la grève au moment des contrats. En même temps, le patronat avec l'aide empressée de Arnold Miller, président de l'UMWA, préparait une réglementation du droit de grève, afin d'« empêcher de vastes grèves illégales à l'avenir » (*New York Times* du 25-1-78).

## LE « CHIEN JAUNE »

Le jour même où expirait le contrat collectif, le 6-12, la grève a commencé, compacte, sans caisse de grève ni assistance médicale, avec des fonds pour deux mois seulement. Les mineurs répondront à l'offensive de la bourgeoisie et de ses agents au sein de la classe ouvrière, les bureaucrates grassement payés (Monsieur Miller gagne le modeste salaire de 45.000 dollars par an!), en plaçant leur lutte dès le départ sur le terrain de la lutte de classe, et en empoignant à nouveau les méthodes classistes et violentes qui sont celles que le mouvement ouvrier a

toujours employées traditionnellement avant d'être domestiqué par le collaborationisme démocratique des chefs syndicaux vendus à la bourgeoisie. Que cet exemple exaltant de lutte classiste reste gravé dans la mémoire de classe ouvrière des deux Amériques et du monde entier!

Le 6 décembre, donc, la grève démarre. Toutes les mines qui emploient des mineurs de l'UMWA sont fermées, et la fermeture est assurée quotidiennement par des piquets de grève ouvriers. La grève discipline spontanément (les Miller et Cie, inutile de le dire, ne firent rien pour l'organiser, tout au contraire!) 160.000 mineurs (100 %) et 85.000 retraités qui s'organisent en groupes armés. A l'arrière de cette armée, presque 600.000 personnes (femmes, enfants, parents) concentrées dans une zone relativement limitée (Virginie, Kentucky, Pennsylvanie, Ohio, Indiana et Illinois) qui forment le cœur du bassin houiller de l'Est des Etats-Unis. Tandis que les patrons attendent tranquillement, persuadés que les ouvriers s'épuiseront, poussés par la faim, avant leurs stocks, les mineurs essaient d'étendre la grève aux mines « indépendantes » (c'est-à-dire où ce n'est pas l'UMWA qui embauche les mineurs). Quand ils n'arrivent pas à le faire en gagnant à eux les mineurs locaux, les grévistes le font par la force en mettant un piquet pour fermer la mine. Mais ils doivent affronter alors les vigiles et les briseurs de grève. Dans les fusillades qui marquèrent ces affrontements, les grévistes ont laissé deux morts: l'un assassiné par un vigile, l'autre tombé au cours d'un échange de coups de feu avec les briseurs de grève.

Mais les grévistes n'opposent pas la violence de classe (piquets et intimidation à main armée) seulement contre les briseurs de grève, ils essaient aussi d'empêcher le chargement et le déchargement du charbon « briseur de grève », et pour cela ils n'hésitent pas à se servir de dynamite. Ainsi, ils font sauter un pont fluvial par lequel passait le charbon, à

(suite page 8)

## Rentrée sociale freins bloqués

Les confédérations se prononcent bien officiellement « contre l'austérité », mais elles ne font bien entendu rien pour organiser la lutte pratique contre l'offensive de la bourgeoisie. Sous prétexte de « désaccords » entre les deux centrales — bien qu'elles soient à l'unisson pour la chasse aux gauchistes et aux « basistes » —, elles s'y entendent pour ne rien faire. Mais gageons qu'elles sauront vite oublier leurs querelles dès que ce sera nécessaire pour museler la lutte.

En attendant, les travailleurs sont licenciés par milliers, dans le textile, les chantiers navals, la sidérurgie, et les réactions parviennent à être canalisées dans la revendication du protectionnisme et du « Fabriquons français ».

La rentrée scolaire est catastrophique: à l'heure de la crise, il faut réduire à tout prix les faux frais de la production capitaliste sur la santé de l'immense masse des enfants des ouvriers et des classes moyennes et sur les personnels de l'éléphantinesque administration scolaire. Il y a de nombreuses grèves, mais aucun mouvement d'ensemble. Les personnels ont été tellement divisés qu'ils peuvent aujourd'hui s'épuiser chacun dans sa catégorie ou son établissement sans qu'on s'en soucie.

A la SNCF, la pression collective a atteint un degré plus élevé. Aussi a-t-on décidé des mouvements d'ensemble, mais sous forme de journées d'action sans lendemain et par catégories...

Dans les PTT, de nombreux centres sont en ébullition, pour une multitude de revendications. Et toute cette combativité, les bonzes essayent de la noyer en faisant une campagne sur la « sécurité des postiers » qui vise rien de moins qu'à demander des flics partout! Qui peut faire accepter la police aux travailleurs sinon ceux qui ont un influence sur eux?

Pour arriver à rompre avec cette impuissance organisée par les bureaucraties syndicales, il faut que les travailleurs combattifs se lient par-dessus les barrières de catégories et d'entreprise pour imposer la lutte résolue pour la défense des conditions de vie et de travail.

# Dans les PTT, Créteil-CTA: six mois après la grève

Notre journal a donné début 78 de larges échos de la grève de 15 jours des postiers de Créteil C.T.A. (voir *Le Prolétaire*, n° 260).

Cette grève, on s'en souvient, avait couronné les mois de travail acharné qu'un groupe de militants et de travailleurs, syndiqués ou non, avait mené auprès du personnel pour défendre un vacataire licencié et, par là, exiger la titularisation de tous les auxiliaires et vacataires.

Nous avons vu aussi comment les responsables des fédérations syndicales avaient laissé progressivement pourrir la grève, s'effriter le rapport de force, en alliant un sabotage délibéré de la centralisation des énergies en lutte à un savant travail de « soutien démagogique » et purement verbal.

Nous avons à l'époque montré l'existence qu'il y avait de tirer sans tarder un bilan critique du déroulement de cette grève, en particulier pour rendre manifeste le jeu des directions syndicales réformistes.

C'est cette tâche que nos camarades, en liaison avec les militants et les travailleurs combattifs du C.T.A., ont entreprise dans les derniers mois. Ce travail de clarification a essentiellement eu pour cadre la section C.G.T.

Ils dénoncèrent entre autres le sabotage systématique du travail de liaison à la base entre les travailleurs des différents centres. De même la tactique catastrophique des directions syndicales qui essoufflent et émiettent les forces prolétariennes dans d'épuisantes et inefficaces « journées d'action », dans des « grèves » de 24 heures à répétition. Et bien entendu l'attitude des fédérations syndicales durant la grève.

Ces militants présentèrent ensuite un plan d'action et d'organisation pour la

section, insistant notamment sur la nécessité d'une répartition plus collective du travail militant et dégagant des perspectives claires de travail pour œuvrer à une réelle coordination à la base avec les autres centres et bureaux.

Enfin, ils dénoncèrent l'attitude haineuse et calomniatrice adoptée par les bonzes au fur et à mesure que ces critiques et propositions furent formulées. Attitude d'autant plus haineuse que lors du vote pour l'élection des nouveaux responsables de la section, ce sont précisément ces militants hostiles à l'orientation officielle du syndicat qui ont été majoritaires, et donc élus, sur une orientation tout à fait explicite en opposition totale aux objectifs et aux méthodes des officiels.

Le nouveau bureau de section a immédiatement publié un bulletin interne destiné à tous les syndiqués pour les informer du déroulement de l'élection et des différentes orientations qui se sont combattues.

Cette initiative suscita une réponse de dénonciation à la sauce stalinienne classique, émanant du syndicat départemental. Si cette victoire du courant classiste a pu avoir lieu dans la section CGT, c'est aussi dû à la grève de février qui a en quelque sorte fait « mûrir » des couches plus larges de travailleurs dans le C.T.A. Et l'administration ne s'y est pas trompée. Après la grève, elle n'a pas essayé de relancer les hostilités, face à un personnel aguerrri. Sa réponse a été beaucoup plus feutrée. Depuis la fin de la grève, 40 à 50 % du personnel a été muté en province, remplacé par de nouveaux agents, étrangers au passé de lutte du C.T.A.!

Ne pouvant attaquer de front les éléments les plus combattifs du centre, elle a préféré les priver du soutien de la masse des travailleurs qu'ils avaient gagné en

deux années de travail régulier et acharné. Cependant pour l'instant, le jeu des mutations n'a pas réussi à désorganiser durablement la frange militante et combattive des travailleurs. La clarification opérée dans la section CGT et l'existence d'un noyau de travailleurs dévoués au travail de mobilisation et d'organisation de leurs camarades doit permettre de relancer l'action revendicative.

Après quelques mois mis à profit par ces travailleurs pour clarifier l'orientation de leur travail, de nouvelles luttes sont en préparation, par exemple sur les foyers PTT, ce qui devrait permettre de renouer des liens basés sur la confiance avec la masse des travailleurs.

La situation dans le C.T.A. du point de vue des luttes à venir mais surtout du point de vue de l'affrontement avec l'opportunisme, mérite en tout état de cause que tous les prolétaires et militants qui revendiquent clairement les méthodes de la lutte de classe manifestent leur sympathie active à ces travailleurs et s'informent régulièrement de son évolution. Ceci est d'autant plus important que le conflit avec la bureaucratie syndicale est inéluctable et que les tentatives de briser cette section sont inévitables. Si les bonzes n'ont pas encore attaqué l'existence même de la section, c'est qu'ils n'en ont pas encore la force. Au moment de l'élection du bureau, seulement trois personnes se sont présentées pour constituer une liste opposée. Quand l'appareil syndical — et même le PCF — ont cherché des bras pour lutter contre la diffusion des bulletins de liaison, ils ont même suscité une levée de bouclier parmi leurs sympathisants. Mais ils attendent leur heure pour frapper.

De leur côté, tous les travailleurs conscients du besoin de mener la bataille des syndicats, là où elle est encore possible, doivent se tenir prêts.

## Brochures

### « Le Prolétaire »

- Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (4 F)
- La grève des nettoyeurs du métro (4 F) (\*)
- Postiers en lutte (5 F)

Commandes au « Prolétaire »

(\*) Disponible en français et en arabe.

## A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur deux, de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), 75013 Paris, soit le 18 octobre, puis les 8 et 22 novembre, etc.

## Souscription permanente

### LISTE N° 4

Avignon, 542; Paris, 1.501; Grenoble, 114; Bordeaux, 169,60; Daniel et José, 100; Angers, 1.676; Thierry, 200; F., 11; Toulouse, 21; Rouen, 270; Strasbourg, 600,70; Cechino, 160; Barbieri, 20; Lille, 210,40; J.-P., 10; Lyon, 51,50; Guy, 20; Pour Sartaco, 8,55; Pour El Proletario, 7,00; Bruxelles, 10; Paris permanence, 66,80; des Sympathisants parisiens, 98,50; Réunion publique Paris, 400; Fête LO, 28; X., 80; Canada, 400; Canada, 267; Winterthur, 100; des Sympathisants, 60; Vitry, 30; Béziers, 43; Belfort, 120; Autun, 5; L'Hay-les-Roses, 80.

Total liste n° 4	7.491,05
Total précédent	10.518,40
Total général	18.009,45

# La magnifique grève des mineurs américains

(suite de la page 7)

Rockport, dans l'Indiana; la police arrive à encercler et à prendre en bloc 194 grévistes (on enregistre des heurts analogues dans 12 autres Etats).

En janvier, les fonds sur lesquels les mineurs comptaient s'épuisent, et les quelques mines en grève dans l'Ouest signent des contrats séparés (mais leur impact est insignifiant, car elles sont trop loin pour que le charbon puisse être transporté convenablement jusqu'aux centres industriels du Nord-Est). Malgré cela la grève continue, inébranlable. Le patronat commence à être préoccupé, car il ne dispose de stocks que pour 40 jours et surtout, parce qu'« une grève qui continuerait en février, commencerait à devenir une « cause sociale », au lieu d'une simple lutte économique » (**New York Times du 9-1**). On rouvre donc rapidement les négociations, et Miller arrive alors à un accord avec les patrons, qu'il définit comme étant « de loin le meilleur contrat obtenu dans les deux dernières années dans les grandes industries ». Voici ce que prévoyait ce merveilleux accord : augmentation de salaire de 31 % en trois ans ; élimination de l'échelle mobile obtenue en 1974 ; fin de l'assistance médicale gratuite ; système de stimulants ; amendes de 20 dollars par jour de grève pour dix jours de grève maximum (autrefois dit 200 dollars d'amende par grève...) ; prime de 200 dollars (c'est-à-dire annulation de l'amende...). Voilà une formidable conquête en effet, et qui donne bien la mesure de Miller et de ses acolytes !

Avant d'être voté par les travailleurs, ce magnifique contrat est présenté au Conseil de l'UMWA. Mais les mineurs n'attendent pas : ils envoient une délégation au siège du syndicat à Washington, qui assiège littéralement le Conseil en réunion et l'oblige à refuser le contrat. Averti à temps de la présence des mineurs, Miller n'assiste pas au Conseil : « il nous a laissé tomber au milieu de tous ces types en furie », s'est lamenté un membre du Conseil. Le contrat est finalement rejeté le 11-2 pour « vice de forme » : le Conseil prend pour prétexte qu'il n'a pas reçu le texte complet. Les bureaucrates prennent la tangente sans repousser l'offensive patronale, mais les mineurs, eux, l'ont repoussée !

La date du 11-2 est doublement significative : d'une part, la grève rompt avec ses représentants officiels et, d'autre part, le gouvernement américain passe à l'offensive (est-ce une coïncidence ?). Carter décrète l'état d'urgence dans l'Ohio, deux jours après dans l'Indiana et en Virginie, ensuite dans d'autres Etats. La consommation d'électricité est réduite de 25 % et on organise pour briser la grève un

plan national, accompagné comme il se doit d'un énorme renforcement de l'appareil répressif (le gouverneur de l'Indiana va jusqu'à envoyer un détachement spécial antiguerrilla).

Malgré tout, les mineurs ne reculent pas. Le 15 février ils font une manifestation dans la capitale de la Virginie contre Miller ; ils attaquent le siège du syndicat patronal ; ils envahissent les salles du tribunal fédéral où se déroule le procès contre les mineurs impliqués dans les heurts de juillet-septembre 1977. En dépit des menaces réitérées de Carter d'appliquer la tristement célèbre loi Taft-Hartley (loi antigrève), les grévistes vont plus loin encore, transformant les piquets en véritables patrouilles mobiles qui ont pour objectif d'arrêter les convois prévus par le plan pour briser la grève, et qui sont bien entendu escortés par la Garde Nationale. La patrouille la plus grande comprend 300 grévistes et 100 véhicules et elle circule le long de la frontière entre l'Ohio et le Kentucky, suivie par les avions de la police. Un exemple de plus de la détermination et de la violence classiste des mineurs : ils jettent des camions en feu sur les voies ou arrachent les rails.

Carter contre-attaque : il appelle le Conseil de l'UMWA au ministère du Travail et le tient sous la garde de marines armés pendant qu'on met au point un nouveau contrat. Le 25 février Miller présente, toujours avec des airs de victoire, le nouveau contrat qui, tout en lâchant quelques miettes misérables aux retraités, maintient la suppression de la gratuité de l'assistance médicale et le système d'amendes (mais en l'appliquant seulement aux « leaders » et aux « fauteurs » de troubles). En même temps la prime passe de 200 à 100 dollars. En dépit de la gigantesque campagne publicitaire menée à la télévision en faveur du contrat (coût : 40.000 dollars) et de la menace renouvelée par Carter d'appliquer la loi Taft-Hartley, le nouveau contrat, appelé par les mineurs le « chien jaune », est refusé dans la proportion de 2 contre 1 (dans les districts les plus combattifs le rapport est de 4 contre 1).

## CONTRE LA LOI TAFT-HARTLEY

Le 6 mars, Carter met en application la loi Taft-Hartley, définie comme une « loi pour le travail obligatoire ». Mais Carter lui-même n'espérait pas que son application brise la grève. La loi devait servir à trois choses : 1) arriver à rouvrir quelques mines dans les Etats périphériques ; 2) permettre une plus grande circulation des convois de charbon « briseur de grève » (pour cela l'état-major de l'armée lui-même entre en scène, employant à

nouveau les plans antiguerrilla — plan « Garden Plot » — déjà utilisés en 71 contre les manifestations pour le Vietnam) ; 3) briser le réseau de délégués de mine — l'âme de la grève — en emprisonnant près de 1.000 délégués, libérés ensuite contre des cautions qui devaient vider les caisses déjà à moitié vides du syndicat.

La loi entre en vigueur le 11 mars. Résultat : elle ne fait que renforcer encore plus la grève, qui atteint son point maximum de combativité. 5 % seulement des mineurs vont travailler ; en Virginie où la grève a été dès le début la plus dure, aucune mine ne travaille. Les quelques briseurs de grève sont reçus à coups de feu, et il y a un mort. Les piquets sont armés (ils utilisent aussi bien les pierres que la dynamite et les armes à feu). Discréditée, la loi Taft-Hartley est suspendue le 18 mars, une semaine à peine après son application ! C'est déjà une grande victoire des mineurs.

La bourgeoisie a obtenu le résultat inverse de celui qu'elle recherchait. Au lieu de la solidarité nationale contre les grévistes apparaît le germe d'une solidarité de classe qui se traduit par l'envoi de contributions en argent (près de 4,5 millions de dollars) et en nature (les ouvriers agricoles en grève du Missouri envoient un convoi de produits alimentaires), et par la tenue d'assemblées de solidarité dans différents centres ouvriers (Detroit, Baltimore, Martinsburg et même en Californie).

## CE N'EST QU'UNE TREVE DANS LA LUTTE

La grève ne se termine complètement que le 3 avril, après l'acceptation d'un nouveau contrat élaboré sous l'application de la loi Taft-Hartley et présenté le 14. Comme on sait, ce contrat est accepté le 24 par une majorité de 57 %. Mais, outre que ce jour-là un groupe de mineurs dynamite les machines d'une mine de Virginie, jusqu'au 2 mai il y a encore 30.000 grévistes. La reprise du travail n'a pas été une défaite, ni une soumission obligée par la faim. Et cela pour deux raisons.

D'une part, l'analyse des votes montre que la majorité en faveur de la reprise du travail a été obtenue grâce à la participation de travailleurs arriérés qui n'avaient pas participé aux votes antérieurs (20.000, alors que la majorité de ceux qui étaient contre la poursuite de la grève n'était que de 14.000). De plus, selon le **New York Times** du 26-3, des « centaines de sections locales du syndicat et un certain nombre de districts ont réitéré la majorité de 2/3 de non » (non à la reprise). C'est-à-dire que le noyau combatif de la grève a maintenu sa combativité initiale.

D'autre part, le contrat lui-même n'est pas une défaite, étant donné que les amendes et les sanctions disparaissent, l'augmentation des salaires est égale à l'augmentation prévue du coût de la vie (32 %), et les frais médicaux sont réduits à 200 dollars par an.

Mais la principale signification de cette grève enthousiasmante réside dans le courage, l'abnégation et la détermination des mineurs, et dans les méthodes utilisées pour la mener : organisation de piquets armés ; répression des briseurs de grève ; sabotage des tentatives d'envoi de charbon ; extension de la grève aux autres centres productifs de la branche ; et surtout, organisation en dehors de (et contre) la bureaucratie syndicale au mépris total des impératifs de la légalité démocratique. Grâce à l'emploi des méthodes de la lutte de classe, bien que leurs revendications n'aient pas été satisfaites à 100 %, les mineurs ont gagné. Parce qu'ils ont brisé la paix sociale, la solidarité nationale, le collaborationnisme syndical et même la force militaire de l'Etat et l'offensive patronale. Ils ont démontré qu'on peut faire reculer la force apparemment toute puissante et invincible de la bourgeoisie américaine, à condition de s'appuyer sur la force organisée du prolétariat et sur la lutte de classe inconditionnelle.

Avec les mineurs, la lutte de classe est revenue avec force sur la scène de l'Amérique du Nord. C'est une grande victoire. Vive la magnifique grève des mineurs !

## Torpilles « de gauche » contre la lutte ouvrière

(suite de la page 6)

la nature tant du parti que des organisations intermédiaires répond au sabotage réformiste des partis de gauche et des bonzes syndicaux — sabotage conscient et ouvertement contre-révolutionnaire —. Il est porté à son paroxysme par le journal *Le Bolchevik* qui appelle à Lyon les résidents des foyers à la grève sur une plate-forme qui reprend tous les points de la Coordination, sauf un — et non le moindre — à savoir la reconnaissance du Comité de Coordination comme seul dirigeant de la lutte.

La raison avancée par ce journal est que : « le Comité freine les tendances révolutionnaires du mouvement qu'il limite, qu'il enferme dans le seul cadre de la seule plate-forme revendicative ». Il lui reproche de « ne pas entraîner les ouvriers à la révolution, de les borner à des combats partiels, à des objectifs partiels ». Pourtant, si la classe pouvait au moins mener davantage de « combats partiels », quel progrès ce serait aujourd'hui !

Ce journal prend prétexte de la formule selon laquelle le Comité se veut « indépendant de toute organisation politique et de toute organisation syndicale » (formule bien compréhensible même si elle est inadéquate et dont nous pensons qu'elle pourra être dépassée à condition que la lutte parvienne à préserver la direction qu'elle s'est donnée), pour l'accu-

ser de « refuser de faire de la politique » et, pour cette raison, de « chercher à s'entendre avec l'opportunisme ». Il se sert de cette accusation honteuse pour proposer aux résidents, comme base d'organisation pour la lutte des foyers, rien moins qu'une organisation politique, et pas n'importe laquelle : « spontanément, les ouvriers sentent que pour vaincre il faut un parti, une organisation — pas seulement une organisation pour diriger la lutte contre l'augmentation mais pour diriger la lutte contre le capital, pour son renversement. Ils commencent tout juste, mais ils commencent — à reconnaître dans l'organisation communiste bolchévique — leur organisation qui mène la lutte pour le renversement des gouvernements bourgeois de tous les pays et en premier lieu le gouvernement français ».

Sous prétexte de radicalisme ces terribles révolutionnaires opposent des obstacles à l'entrée des foyers de la région lyonnaise dans le mouvement ; ils divisent ses rangs — et mieux que ne peut le faire l'opportunisme qui a du mal à se trouver une base solide dans ce secteur.

Que valent les grands mots de « révolution communiste immédiate » et d'offensive révolutionnaire quand, dans les faits, on torpille, en même temps que le réformisme que l'on prétend combattre, la tentative de la classe ouvrière de se défendre contre les attaques du capital ?

## Revue théorique du Parti KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

NR. 19 — AOUT 1978

- Die « Steigerung der Massenkaufkraft » oder das Wunderwässerchen der reformistischen Scharlatane
- Die Entwicklung der imperialistischen Gegensätze seit dem 2. Weltkrieg
  - Die Nachkriegsperspektiven im Lichte der Parteiplattform (1946)
  - Weltfrieden oder wachsende imperialistische Gegensätze ? (1973)
  - Rückblick und weitere Entwicklung
- Lenins Schrift « Der « Linke Radikalismus », die Kinderkrankheit im Kommunismus » : die Verurteilung der künftigen Renegaten
- Zum prager Frühling 1968 : der Stalinismus mit menschlichem Antlitz (über ein Buch von Jiri Pelikan)
- Trotzistische Perlen im Rosenkranz der bürgerlichen Moral und des parlamentarischen Kretinismus.



VOICI LE SOMMAIRE DU N° 27-28  
(juin-novembre 1978) de

## EL PROGRAMA COMUNISTA

- La evolución de las relaciones inter-imperialistas desde la última guerra.
- Cuestión femenina y lucha de clase.
- Las proezas del marxismo universitario : a propósito de las obras de Baran y Sweezy.
- El « pensamiento de Mao » : expresión de la revolución democrático-burguesa en China y de la contrarrevolución anti-proletaria mundial (I).
- Acerca de la revolución en América Latina.
- El programa del Partido.

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

- A Bruxelles : le 2 jeudi de chaque mois, soit le 12 octobre et le 9 novembre, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.
- A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> jeudi de chaque mois, 12 h tous les quinze jours, soit les 7 et 21 octobre, 11 h 30, soit le 29 octobre et le 26 novembre, Gambetta, soit le 3 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre.

### EN FRANCE

- A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 23 septembre et le 7 octobre.
- A Amiens : le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois, de 10 à 12 h, place du Marché.
- A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
- A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 7 et 21 octobre.
- A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.
- A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 24 septembre et le 29 octobre.
- A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
- A Lyon : le 1<sup>er</sup> vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 6 octobre et le 3 novembre.
- A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
- A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 15 octobre et le 19 novembre.
- A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.
- A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

### EN SUISSE

- A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE  
POUR LA SUISSE :  
Editions Programme,  
32, rue du Pré-au-Marché  
1004 Lausanne

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926